

# REVUE UBA

مجلة اتحاد المصارف العربية

Revue de l'Union Des Banques Arabes - Edition Française

DÉCEMBRE - 2024 6<sup>ème</sup> ÉDITION

## RÉSILIENCE EN TEMPS DE CRISE: TRAJECTOIRES VERS LA REPRISE ÉCONOMIQUE ET LA STABILITÉ FINANCIÈRE AU LIBAN ET DANS LA RÉGION ARABE



LES ÉCONOMIES ARABES FACE AUX DÉFIS GÉOPOLITIQUES:  
TRANSFORMER LES RISQUES EN OPPORTUNITÉS

Par Dr. Jihad Azour,  
Directeur du Département du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale au FMI



**KURDISTAN**  
International Islamic Bank  
For Investment and Development  
مصرف كوردستان الدولي الاسلامي  
للاستثمار والتنمية



المصرف الذي يمكنك الوثوق به  
The bank you can trust

ينطلق التوجه الاستراتيجي للمصرف من خلال طرح منتجات وخدمات مصرفية متوافقة مع احكام ومبادئ الشريعة الاسلامية وتلبي احتياجات جمهور المتعاملين معه وتساهم في التنمية الاقتصادية والاجتماعية

نبذة عن المصرف:

بتأريخ ٢٠٠٥/٣/١٣ تأسس مصرف كوردستان الدولي الاسلامي للاستثمار والتنمية كشركة مساهمة خاصة عراقية تمارس النشاطات المصرفية والاستثمارية والتمويلية بإشراف ورقابة البنك المركزي العراقي وبموجب القوانين والتشريعات المعتمدة في العراق ويلتزم المصرف في جميع اعماله وعملياته باحكام الصيرفة الاسلامية.

# LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION DES BANQUES ARABES



**Mohamed Eletreby**  
Président du conseil  
d'administration (*Egypte*)



**Dr. Joseph Torby**  
Président du comité exécutif  
*Liban*



**Abdalmohsen Al-Fares**  
Vice-Président du conseil  
d'administration,  
Vice-Président du comité exécutif,  
*Arabie Saoudite*



**Dr. Wissam H. Fattouh**  
Secrétaire Général



**Abdulla Mubarak Al Khalifa**  
*Qatar*



**Othman Benjelloun**  
*Maroc*



**Adnan Ahmed Yousif**  
*Bahreïn*



**Sheikh Mohammad Al-Jarrah Al-Sabah** (*Koweït*)



**Abdel Hakim EL Ojeily**  
*Sultanat d'Oman*



**Ziyad Khalaf Abed**  
*Irak*



**Abdul Razzaq Al Tarhouni**  
*Libye*



**Bassem EL Salem**  
*Jordanie*



**Naji Ghandari**  
*Tunisie*



**Mahmoud El Chawa**  
*Palestine*



**Ahmed Ali Ben Sankar**  
*Yémen*



**Raghed Gergy Maasab**  
*Syrie*



**Tarek Fayed**  
*Les Banques Communes*



**El Hanchi Ould  
Mohamed Saleh**  
*Mauritanie*



**Ahmed H. Al-Dheeb**  
*Djibouti*



**Abbas Abdullah Abbas**  
*Soudan*



*Algérie*



*Emirats Arabes Unis*



**Fonds Monétaire Arabe**  
*Membre observateur*



**STB**  
**EVERYWHERE**



**L'UNIVERS**  
**DIGITAL STB**

# I ndex

## 7. Le mot du Secrétaire Général de l'UBA

Surmonter les Crises:

Vers une Reprise Economique Durable et  
Inclusive au Liban et dans la Région Arabe.



## Etudes et paroles d'experts

### 8. Les Économies Arabes Face aux Défis Géopolitiques :

Transformer les Risques en Opportunités - Auteur :

**Dr.Jihad Azour**

### 11. La Crise Libanaise : Défis Économiques et Perspectives de

Reprise - Auteur : **Dr Fouad Zmokhol**

### 14. Risques Climatiques et Intégration ESG dans les Banques

Arabes Auteur : **Dr.Wissam Fattouh**



### 17. Services Financiers Inclusifs

et résilience des ménages dans

la région Arabe – Auteur : **Dr.Mayada El Zoghbi.**

### Dossier Spécial

23. Donald Trump est de retour. Taxer les importations européennes et chinoises : Quelles conséquences et quelles réponses –  
**Auteur : Dr. Mazen Hammoud .**

### Entrevue

28. Entretien avec **Dr. Rola Dashti**, à l'occasion de la Conférence Bancaire Arabe 2024 de l'UBA : «Les Enjeux du Développement Durable et le Rôle Stratégique des Banques».
31. Entretien avec **M. Walid Oueslati** «Financement Climatique et Enjeux Environnementaux dans le Monde Arabe : Perspectives de l'OCDE».
37. Entretien avec **M. Antoine Habib** - Banque de l'Habitat : Une Vision de Résilience et de Soutien pour les Familles Libanaises

### Articles

39. Attirer les investissements en Périodes d'Incertitude : Une Panacée Existe-t-elle ?  
**Auteur Dr. Ibrahim Seif**
42. Témoignages : Entrepreneurs Libanais, surmontant les Obstacles et Pionniers de l'Innovation  
**Auteur : M. Maroun Chammas.**

### Actualités

45. Forum Saoudo-Français : Une Nouvelle Ère de Partenariats Stratégiques et Opportunités Économiques

47. La Ligue des États Arabes Lance le Marché Arabe Commun de l'Électricité : Un Pas Historique vers l'Intégration Énergétique
48. La Tunisie et le Défi de la Dette : Une Gestion Stratégique en Vue de 2025
49. Action Climatique par la Finance : Le Rôle Pionnier de la Banque Islamique de Développement dans la Lutte Contre la Désertification et les Défis Climatiques
51. «Vers une Révolution Bancaire : La Banque Centrale du Qatar Définit un Cadre pour les Banques Digitales»



### Activités de l'UBA

54. Rapport sur le 25 e Conférence Bancaire Arabe de l'UBA à Doha
58. Concours "InspireHer" lancée par Revue UBA en partenariat avec l'Union pour la Méditerranée UFM
60. Calendrier des Conférences et Programmes 2025.

### Message de l'équipe Editorial de la Revue UBA

63. Vers une Relance Durable : Synthèse et message d'espoir pour l'année à venir.



**Dr. Wissam Hassan Fattouh**  
Secrétaire Général  
Union des Banques Arabes

## **S**urmonter les Crises : Vers une Reprise Économique Durable et Inclusive au Liban et dans la Région Arabe.

En cette année marquée par de profonds défis économiques et une dynamique régionale en constante évolution, je suis inspiré par la résilience et l'engagement indéfectible du secteur bancaire arabe à avancer, à s'adapter et à innover. Le thème de cette 6e édition, «Résilience en temps de crise : voies vers la reprise économique et la stabilité financière au Liban et dans la région arabe,» met en exergue l'importance de la résilience économique et de la collaboration pour surmonter les obstacles actuels et bâtir un avenir durable.

Dans cette édition, nous explorons les intersections stratégiques entre la finance, l'innovation et le développement durable, en offrant un éclairage sur les voies vers la reprise et la croissance au sein de notre région. De l'analyse de la crise libanaise et de ses répercussions sur les économies arabes à la mise en avant du rôle transformateur des technologies numériques et de la finance durable, la Revue UAB propose une réflexion sur la manière dont notre secteur ne se contente pas de résister, mais contribue activement à façonner la trajectoire économique de notre région.

Je suis particulièrement fier cette année de notre partenariat avec l'Union pour la Méditerranée, qui a été un levier essentiel pour le lancement du concours InspireHer par le biais de la Revue UBA. Cette initiative incarne notre engagement à promouvoir l'entrepreneuriat féminin, à renforcer l'inclusion financière et à soutenir une communauté résiliente, même en période de crise.

À l'aube de 2025, l'Union des Banques Arabes demeure fidèle à sa mission de soutenir nos institutions membres dans la gestion des défis, la saisie des nouvelles opportunités et la construction des fondations d'un avenir prospère. Ensemble, nous ne faisons pas que répondre aux enjeux actuels ; nous définissons activement l'avenir de la finance dans notre région.

# Les Économies Arabes Face aux Défis Géopolitiques : Transformer les Risques en Opportunités



Rédigé par Dr. Jihad Azour, Directeur du Département du Moyen-Orient et de l'Asie centrale au FMI

*Dr. Azour analyse les défis et opportunités qui façonnent les économies arabes. Malgré les conflits, la fragmentation géoéconomique et les impacts climatiques, il souligne le potentiel de réformes et de coopération pour bâtir une croissance inclusive et résiliente dans la région.*

Le monde arabe traverse une série de chocs récurrents dans un contexte mondial de plus en plus incertain, exacerbé par une fragmentation géoéconomique croissante. Les conflits perdurent, et certains se sont intensifiés. Les crises à Gaza, au Liban et au Soudan ont profondément impacté des millions de vies, détruit des infrastructures vitales et laissé des séquelles durables sur les économies locales. Par ailleurs, la région subit de plein fouet les conséquences des catastrophes climatiques majeures, allant des inondations dévastatrices aux sécheresses prolongées, qui aggravent les défis socio-économiques.

**Selon notre Rapport sur les Perspectives Économiques Régionales d'octobre 2024** nous anticipons une croissance modérée de 1,8 % pour le monde arabe en 2024, reflétant les impacts conjugués de divers vents contraires économiques, notamment les conflits persistants, l'incertitude globale et les réductions volontaires de la production pétrolière par certains exportateurs. En outre, la reprise prévue de la croissance à 4,1 % en 2025 repose fortement sur une désescalade des conflits et la fin programmée des réductions de production pétrolière, conformément aux annonces formulées cet automne. L'objectif essentiel est désormais de bâtir une trajectoire vers une croissance plus inclusive, durable et résiliente.

**À court terme, retrouver la bonne voie nécessite de mettre un terme aux conflits qui déstabilisent les économies.**



Outre les impacts dévastateurs sur les économies directement affectées par les conflits, la région dans son ensemble est confrontée au risque d'une escalade accrue. Par exemple, si la forte baisse du tourisme a jusqu'à présent principalement touché les économies en proie aux conflits, une intensification des tensions pourrait inciter les visiteurs à éviter l'ensemble de la région. La crise dans la mer Rouge a provoqué une hausse significative des coûts d'expédition et une redirection des flux commerciaux. Par ailleurs, la crise émergente des réfugiés exacerbe les pressions budgétaires, accentuant les défis fiscaux pour les pays concernés.

Un conflit prolongé pourrait également engendrer d'autres répercussions économiques jusqu'ici limitées, telles qu'une flambée des prix du pétrole et une volatilité accrue des marchés financiers. Les primes de risque régionales pourraient s'envoler, tandis que les investissements étrangers risquent de se contracter, accentuant les défis économiques de la région.

Malheureusement, les cicatrices laissées par les conflits peuvent persister pendant des décennies. Ces derniers détruisent les infrastructures, freinent le développement du capital humain et affaiblissent les institutions, rendant extrêmement difficile pour les économies touchées de retrouver leurs trajectoires de croissance préconflit. À titre d'exemple, nos recherches récentes révèlent que le revenu moyen par habitant pourrait rester inférieur de 10 % aux projections d'avant conflit, même une décennie après la fin des hostilités (voir le **Rapport sur les Perspectives Économiques Régionales d'avril 2024**). Par ailleurs, la productivité subit également un impact significatif.

Outre les conflits, nos recherches révèlent que les catastrophes climatiques ont également un impact négatif sur la productivité. Les dégâts causés par des événements

climatiques extrêmes entraînent une réduction de la productivité totale des facteurs par rapport à sa tendance d'environ 0,5 % cinq ans après un choc climatique ayant occasionné des pertes équivalant à environ 1 % du PIB (voir le **Rapport sur les Perspectives Économiques Régionales d'octobre 2024**).

Alors que le monde arabe est confronté à des perturbations majeures, il est crucial de ne pas perdre de vue les défis structurels persistants. Le taux de chômage des jeunes demeure alarmant dans de nombreuses économies. Les gouvernements continuent de jouer un rôle central en tant que principaux employeurs et moteurs de croissance, mais beaucoup sont entravés par des finances fragiles. Bien que des progrès soient observés dans l'intégration des femmes au marché du travail, des efforts supplémentaires restent indispensables. Plus préoccupant encore, à un moment où la région doit impérativement accélérer la création d'emplois, la productivité reste insuffisante et les perspectives de croissance à moyen terme demeurent faibles.

*La bonne nouvelle est qu'il existe de nombreuses opportunités pour jeter les bases d'un avenir plus inclusif et résilient.*





La reconstruction des infrastructures et des institutions endommagées représente un défi colossal. Cependant, cette étape offre à la communauté internationale, en partenariat avec le monde arabe, une opportunité unique de favoriser une paix durable et de bâtir des économies plus résilientes.

Dans ce contexte, reconstruire de manière plus solide et durable nécessite que les nouveaux investissements soient accompagnés de réformes structurelles visant à renforcer la gouvernance et à promouvoir une croissance impulsée par le secteur privé (Rapport sur les Perspectives Économiques Régionales, octobre 2024). Les futures perturbations commerciales pourraient être atténuées grâce à l'établissement de nouveaux corridors commerciaux, permettant de réduire les barrières historiques au commerce international, d'améliorer les infrastructures et de renforcer l'intégration régionale (Chapitre 3, Rapport d'avril 2024). Par exemple, une intégration commerciale accrue et une connectivité régionale

renforcée entre le monde arabe, le Caucase et l'Asie centrale pourraient renforcer la résilience face aux chocs commerciaux.

En parallèle, l'intensification des efforts d'adaptation et d'atténuation au changement climatique est essentielle pour répondre aux impacts des catastrophes climatiques et réduire le risque de chocs négatifs encore plus fréquents à l'avenir. Les besoins de financement pour les initiatives climatiques, tout comme les opportunités économiques qu'elles représentent, sont considérables. Les institutions financières ont un rôle central à jouer dans la promotion d'une économie verte et durable.

Le FMI continuera d'appuyer la région en offrant des conseils stratégiques, des programmes de renforcement des capacités et un soutien financier adapté. Ces efforts viseront à garantir la stabilité macroéconomique, à renforcer la résilience, à promouvoir une croissance inclusive et à accompagner les pays dans leur transition hors de la fragilité.

# L a Crise Libanaise : Défis Économiques et Perspectives de Reprise

Par le Professeur Fouad Zmokhol

Président de l'Union Internationale des Entrepreneurs Libanais (MIDEL)  
Doyen de la Faculté de Gestion à l'Université Saint-Joseph (USJ)

**Dans cet article, Professeur Fouad Zmokhol, dresse un portrait saisissant de la crise économique libanaise. Il analyse les défis sans précédent auxquels le pays est confronté, notamment le passage à une économie de cash et ses conséquences néfastes sur le tissu économique et social.**

**Avec une approche visionnaire, Professeur Zmokhol ne se limite pas au constat des difficultés. Il propose une feuille de route ambitieuse et pragmatique pour la reprise, fondée sur les principes de développement, d'innovation et de coopération. En explorant des concepts tels que l'économie de paix et le développement durable, il invite les Libanais à transformer la crise actuelle en une opportunité de renouveau et de prospérité durable.**



Il est indéniable que le Liban est passé d'une économie bancaire internationale, rigoureusement surveillée à l'échelle locale, régionale et mondiale, à une économie dominée par le cash, considérée comme l'une des plus risquées au monde. Ce type d'économie attire

inévitavelmente les trafiquants, les promoteurs illégaux et les blanchisseurs d'argent, tout en décourageant les investisseurs, les entrepreneurs et les innovateurs. Cette transition alimente l'économie informelle et affaiblit l'économie transparente et structurée.

Après des années d'avertissements et de recommandations internationales concernant les risques associés à une économie libanaise largement basée sur l'usage du cash, la crainte de voir le Liban figurer sur « la liste grise de lutte contre le blanchiment d'argent » est désormais devenue une réalité. Cette décision a été officiellement entérinée par le Groupe d'Action Financière Internationale (GAFI) lors de ses dernières réunions à Paris.

Parmi les premières conséquences négatives de cette inscription figure le retrait des dernières banques correspondantes et l'arrêt de leur collaboration avec les banques libanaises.

Cela conduira inévitablement à l'isolement du Liban du système financier et monétaire international.

Même si certaines institutions continuent de traiter avec le Liban, les transferts d'argent vers ou depuis le pays, y compris pour des transactions commerciales, deviendront extrêmement complexes. Chaque opération de transfert, quelle qu'en soit l'origine, sera soumise à des contrôles rigoureux et à une surveillance stricte à l'étranger, entraînant des coûts supplémentaires et des délais d'exécution considérables.

Nous rappelons qu'en 2019, lorsque la crise a éclaté au Liban, elle a été qualifiée par l'Observatoire de la Banque mondiale comme la plus grave crise financière et monétaire de l'histoire mondiale, sans précédent. Elle a également été décrite comme une « crise intentionnelle ». Dans les premiers instants du choc, chacun nourrissait l'espoir de récupérer ses dépôts. Cependant, les tempêtes se sont intensifiées et, lorsque l'horizon a commencé à se dégager, les citoyens ont découvert avec amertume que leurs fonds avaient été dilapidés et gaspillés par l'État libanais. Ils ne pourront, au mieux, récupérer qu'une infime fraction de leurs économies sur le long terme.

Par ailleurs, le Liban reste une scène où se jouent les guerres des autres, attirant sur son territoire les conflits régionaux et internationaux. Bien que les colombes de la paix semblent absentes à l'horizon et que leur retour à court terme paraisse incertain, il est crucial de ne pas succomber au désespoir ni à l'autocritique excessive. Il faut résister à la tentation de glisser vers une économie de guerre et s'engager, main dans la main, à bâtir une économie fondée sur la paix et le développement. Dans le cadre des perspectives de relance, une économie de paix repose sur le développement, la croissance, l'entrepreneuriat et l'innovation. La paix par le développement peut être résumée par une stratégie fondée sur le développement, le progrès et l'évolution, l'adaptation et la diversification, la coopération, la synergie,

l'interconnexion, ainsi que le développement durable.

**1- La paix par le développement :** Le développement commence par l'épanouissement des individus, des enfants, des étudiants et de la jeune génération, qui seront les architectes de l'économie, des entreprises et du pays. Notre responsabilité aujourd'hui est de former et d'accompagner nos jeunes pour qu'ils évitent de répéter les erreurs du passé, tout en valorisant leurs idées innovantes, créatives et originales. Ils doivent devenir le moteur principal de la relance économique. Le fondement de la paix repose sur le développement et l'entrepreneuriat, éloignés des conflits et de la destruction.

**2- La paix par le progrès, l'évolution et l'adaptation :** Les entrepreneurs libanais sont réputés à travers le monde, non pas uniquement pour leur intelligence ou leur richesse, mais pour leur véritable force, qui réside dans leur capacité exceptionnelle à s'adapter rapidement face aux crises et à déceler des opportunités cachées sous les décombres et les braises. Le progrès et l'évolution ne se manifestent pas seulement sous un ciel dégagé, mais prennent tout leur sens au cœur des crises et des tempêtes. Ici, la paix ne se limite pas à l'absence de conflit : elle incarne le refus de la résignation, l'engagement à avancer, et la quête d'un développement constant et durable.

**3- La paix par la diversification :** La diversification constitue le socle de notre savoir, de nos entreprises, de notre économie et de notre nation. Elle trouve ses racines dans la richesse de nos religions, de nos confessions et de nos croyances, ainsi que dans le respect mutuel. Mais elle va bien au-delà : elle embrasse la pluralité des idées, la diversité des biens, l'étendue des connaissances et la richesse des expériences. La diversification est notre atout le plus précieux pour affronter les défis et favoriser une renaissance rapide et durable.



#### 4- La paix par la collaboration et la synergie

: La synergie transcende les lois mathématiques et prouve avec éclat que  $1 + 1$  peut être bien supérieur à 2, infiniment plus, lorsque nous mettons en œuvre une collaboration efficace et une synergie productive. Imaginez la puissance qu'auraient plus de 5 millions de Libanais unis par la synergie et la coopération : leur force surpasserait celle de centaines de millions. À l'inverse, imaginez ce qui arriverait s'ils se divisaient, se fragmentaient et s'opposaient : leur puissance s'effondrerait, réduite à celle d'une poignée d'individus. Sans collaboration ni synergie, il ne reste qu'une issue : l'autodestruction.

**5- La paix par l'interconnexion :** Nous proclamons avec fierté que notre véritable force réside dans les Libanais expatriés, dispersés aux quatre coins du globe, un réseau de 15 millions de personnes d'origine libanaise. Pourtant, cette richesse humaine, bien que source de fierté, a été maintes fois trahie, tout comme ces expatriés eux-mêmes. La première trahison s'est produite lorsqu'ils ont été contraints de quitter leur terre natale pour subvenir à leurs besoins, améliorer leur condition de vie ou chercher une existence meilleure. La seconde est survenue lorsqu'ils ont placé leurs économies et leurs investissements au service de leur pays d'origine, pour ensuite être dépouillés et trahis par leur propre État. Enfin, une troisième trahison a eu lieu lorsqu'ils ont été ciblés dans leurs pays d'accueil, entraînés dans

les divisions et les luttes politiques qui ravagent le Liban. La paix et le développement ne pourront être atteints qu'en tissant des liens solides et en bâtissant des partenariats productifs avec tous les expatriés à travers le monde, afin de préserver le Liban et de relancer son économie.

#### 6-La paix par le développement durable

: Nous évoquons ici des idées inspirées par la nature et les bénédictions divines, conçues pour promouvoir l'autonomie et instaurer la paix grâce au développement durable. Il s'agit d'exploiter de manière réfléchie les ressources que la nature nous offre, pour encourager le progrès et la croissance. Dans ce contexte, la paix se construit à travers l'innovation dans ce domaine, permettant une prospérité inclusive et la satisfaction des besoins des générations actuelles et futures, en harmonie avec la nature. Le développement durable ouvre ainsi la voie à une avancée économique, sociale et culturelle, tout en préservant les ressources naturelles et en assurant un équilibre écologique indispensable.

Je conclurai en proposant une stratégie basée sur les 4P pour atteindre le P essentiel : PEACE (la Paix).

•**Premier P – PERCEPTION (la perception):**

Nous pouvons aujourd'hui imaginer que nous nous dirigeons vers une guerre totale et une destruction renouvelée. Mais pourquoi ne pas plutôt envisager un avenir de paix globale et de développement solide ? Sommes-nous vraiment prêts pour la paix ?

•**Deuxième P – PATIENCE (la patience):**

Travaillons avec patience, mais guidés par une vision claire et des objectifs bien définis.

•**Troisième P – PASSION (la passion) :**

L'amour et l'engagement passionné donnent une intensité et une force uniques à nos actions.

•**Quatrième P – PERSEVERANCE (la persévérance) :**

La persévérance est la clé du succès dans tous les domaines. C'est elle qui nous mènera, pas à pas, vers le P fondamental : la Paix.

# Risques Climatiques et Intégration ESG dans les Banques Arabes

Par Dr. Wissam Fattouh  
Secrétaire Général – Union des Banques Arabes



*Cette étude, réalisée par Dr. Wissam Fattouh, Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes, explore l'importance croissante de la gestion des risques climatiques et de l'intégration des critères ESG dans les banques arabes. Elle souligne les défis environnementaux spécifiques à la région arabe et met en lumière des initiatives exemplaires adoptées par certaines institutions financières pour renforcer leur résilience et promouvoir la durabilité. En conclusion, l'étude appelle à un engagement accru pour intégrer les facteurs ESG comme une nécessité stratégique dans le secteur bancaire arabe.*

## Introduction

Ces dernières années, la gestion des risques climatiques et l'intégration des critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) ont acquis une importance cruciale dans le secteur bancaire à l'échelle mondiale. Les banques arabes n'échappent pas à cette tendance, conscientes de l'impact profond du changement climatique

et des considérations ESG sur leurs opérations, leur réputation et leur durabilité à long terme. Face aux défis environnementaux spécifiques et aux dynamiques socio-économiques propres à la région arabe, l'intégration des risques climatiques et des critères ESG dans les pratiques bancaires est essentielle pour renforcer la résilience et favoriser une croissance durable.



La région arabe est particulièrement exposée aux effets néfastes du changement climatique. L'augmentation des températures, la rareté des ressources en eau, la désertification et les événements climatiques extrêmes représentent des menaces significatives pour les économies, les infrastructures et les moyens de subsistance. Ces défis environnementaux touchent directement le secteur bancaire, notamment par l'accroissement des risques de crédit, les perturbations opérationnelles et la dépréciation des actifs.

### **Intégration ESG : Un Impératif Stratégique**

L'intégration des critères ESG dans les pratiques bancaires arabes devient une nécessité pour gérer les risques climatiques et garantir une durabilité à long terme. Cela implique de prendre en compte les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance dans les processus décisionnels, les évaluations des risques et les stratégies d'investissement. Voici les principaux domaines concernés :

#### **1. Facteurs Environnementaux :**

Ceux-ci englobent l'efficacité énergétique, la

gestion des déchets et l'impact des activités sur les ressources naturelles. Les banques peuvent contribuer à la durabilité environnementale en finançant des projets verts, en soutenant les énergies renouvelables et en adoptant des pratiques écoresponsables.

#### **2. Facteurs Sociaux :**

Cela inclut les pratiques de travail, l'engagement communautaire et la satisfaction des clients. En mettant l'accent sur la responsabilité sociale, les banques peuvent améliorer leur image, attirer des investisseurs soucieux d'éthique et contribuer au développement socio-économique, en particulier par le soutien aux PME et la promotion de l'inclusion financière.

#### **3. Facteurs de Gouvernance :**

Cela concerne la gouvernance d'entreprise, la transparence et l'éthique. Une gouvernance robuste garantit la responsabilité, réduit les risques et renforce la confiance des parties prenantes grâce à des cadres de gestion des risques solides et des pratiques commerciales transparentes.

### Le Rôle des Banques Arabes dans la Gestion des Risques Climatiques et l'Intégration ESG

Les banques arabes reconnaissent de plus en plus l'importance de traiter les risques climatiques et d'intégrer les critères ESG dans leurs opérations. Plusieurs initiatives et stratégies ont été adoptées dans la région pour promouvoir la durabilité et la résilience, notamment dans les domaines suivants :

#### 1. Financement Durable :

Les banques arabes élargissent leurs portefeuilles pour inclure des options de financement vert et durable, telles que des prêts pour des projets d'énergie renouvelable, des infrastructures écoénergétiques et une agriculture durable.

#### 2. Rapports et Divulgations ESG :

La transparence dans les pratiques ESG est devenue une priorité, avec l'adoption de normes internationales telles que la Global Reporting Initiative (GRI) et le Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD).

#### 3. Évaluation et Gestion des Risques :

L'intégration des risques climatiques dans les cadres traditionnels d'évaluation des risques est essentielle pour anticiper et gérer les impacts du changement climatique.

#### 4. Renforcement des Capacités et Sensibilisation :

Les banques investissent dans des formations, des ateliers et des partenariats avec des organisations internationales pour renforcer leurs compétences et sensibiliser aux enjeux ESG.

### Études de Cas : Exemples de Leadership dans l'Intégration ESG

Plusieurs banques arabes se distinguent par leurs initiatives en matière d'intégration ESG et de gestion des risques climatiques :

- National Bank of Abu Dhabi (EAU) : Première émission d'obligations vertes dans le CCG.

- Qatar National Bank (QNB) : Cadre ESG robuste et rapport annuel de durabilité.

- Commercial International Bank (CIB, Égypte) : Investissements dans les énergies renouvelables et infrastructure écoénergétique.

- BIAT (Tunisie) : Projets d'efficacité énergétique et soutien aux communautés rurales.

- Kuwait Finance House (KFH) : Introduction de Sukuk verts et financement de projets durables.

- Arab Bank (Jordanie) : Initiatives axées sur l'énergie renouvelable et la conservation de l'eau.

### Défis et Perspectives

Malgré les progrès réalisés, plusieurs défis subsistent :

#### 1. Disponibilité et Qualité des Données :

Les banques doivent accéder à des données ESG fiables pour évaluer les risques et mesurer leurs performances.

#### 2. Soutien Réglementaire :

Des cadres réglementaires solides sont essentiels pour encourager les pratiques bancaires durables.

#### 3. Changements Organisationnels et Culturels :

L'intégration des critères ESG exige un changement de mentalité, soutenu par un engagement fort des dirigeants et une mobilisation des employés.

### Conclusion

Les risques climatiques et l'intégration des critères ESG ne sont plus des options pour les banques arabes : ils constituent des impératifs stratégiques.

En relevant les défis environnementaux, en favorisant la responsabilité sociale et en renforçant les pratiques de gouvernance, les banques peuvent atténuer les risques, saisir des opportunités et contribuer au développement durable de la région. L'avenir du secteur bancaire arabe repose sur l'intégration des facteurs ESG pour bâtir un avenir plus résilient et prospère.





Par Mayada El-Zoghbi , Directrice Générale , KIT Institute, Amsterdam

## Services financiers inclusifs et résilience des ménages dans la région arabe

*Depuis plus d'une décennie, la région arabe est confrontée à des crises économiques, politiques et humanitaires d'une ampleur sans précédent. Qu'il s'agisse de la guerre prolongée au Yémen, des conflits récurrents à Gaza, ou de l'effondrement économique et politique au Liban, la région est soumise à des épreuves accablantes. Il semble souvent inimaginable que la situation puisse se détériorer davantage, et pourtant, les guerres et l'instabilité continuent de ravager les vies et les communautés à travers cette région tourmentée.*

### Les transferts de fonds : une bouée de sauvetage en période de crise

L'un des soutiens les plus essentiels à l'échelle mondiale, et en particulier dans la région arabe, reste le rôle des transferts de fonds envoyés par la diaspora à leurs proches restés au pays.

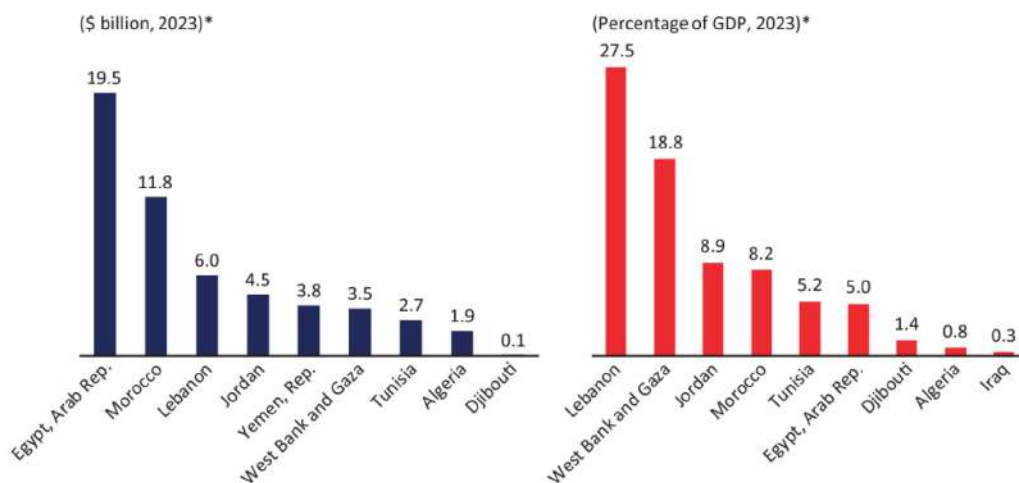
En 2023, les transferts de fonds mondiaux vers les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) ont dépassé les 650 milliards de dollars. Nulle part ces transferts ne sont plus cruciaux que dans les États fragiles et touchés par des conflits.

Selon le Migration and Development Brief de la Banque mondiale, les flux de transferts vers ces États se sont élevés à 70 milliards de dollars, surpassant l'aide humanitaire et l'assistance au développement reçues par ces régions.

Dans la région arabe, le Liban, ainsi que la Cisjordanie et Gaza, se distinguent comme les principaux bénéficiaires de transferts de fonds en proportion de leur PIB. Par ailleurs, des pays tels que la Jordanie et l'Égypte, qui abritent un nombre significatif de personnes déplacées de force, figurent également parmi les principaux récipiendaires de ces flux essentiels.



**Figure 1: Transferts de fonds vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (en milliards de dollars et en pourcentage du PIB)**



Source: *Migration and Development Brief 40, June 2023*

Le secteur financier formel joue un rôle clé dans le soutien des flux officiels de transferts de fonds, tant pour les expéditeurs que pour les bénéficiaires. Bien que les coûts restent élevés dans de nombreux corridors de transfert, en particulier via les banques, les comptes formels simplifient et sécurisent les transactions, que ce soit du côté de l'expéditeur ou du récepteur. Dans la région arabe, l'accès aux comptes financiers a connu une progression remarquable au cours de la dernière décennie. En 2011, la région affichait l'un des taux les plus faibles au monde en matière de possession de comptes bancaires<sup>1</sup>. Aujourd'hui, selon les dernières données de l'indice Findex, 48 % des adultes de plus de 15 ans possèdent un compte dans une institution financière formelle.

### S'adapter à l'ère numérique

La région arabe, caractérisée par une population très jeune, s'est remarquablement adaptée à l'ère numérique. Avec un taux de pénétration des smartphones<sup>2</sup> parmi les plus élevés au monde, plus de 70 % de la population avait déjà accès à un smartphone dès 2018. L'accès à l'internet mobile n'a cessé de progresser, passant de 130

millions d'utilisateurs en 2016 à plus de 180 millions en 2021. Les taux de croissance les plus impressionnants ont été enregistrés en Égypte, en Tunisie et au Maroc<sup>3</sup>.

En capitalisant sur les évolutions sociales et technologiques, la région arabe s'affirme comme un hub majeur de la fintech, avec des innovations technologiques répondant aux défis les plus pressants de la société. Le secteur de la fintech dans la région est estimé à une valeur d'environ 15 milliards de dollars<sup>4</sup>. La plupart des réussites dans ce domaine concernent les paiements et les transferts de fonds, un constat cohérent avec l'importance des transferts de fonds évoquée précédemment.

En Égypte, des fintechs telles que **Fawry** et **PayMob** ont profondément transformé la manière dont les particuliers règlent leurs factures et effectuent leurs transferts d'argent. Aux Émirats arabes unis, **NOW Money** accompagne les travailleurs migrants en facilitant leurs transferts de fonds vers leurs pays d'origine. En Égypte, **Khazna** propose des services financiers aux personnes non bancarisées disposant néanmoins de téléphones mobiles.

Au Maroc, **Chari** permet à des milliers d'épiceries familiales enregistrées d'acheter leurs stocks en ligne via une application, avec une livraison garantie en moins de 24 heures <sup>5</sup>.

Au fil de leur développement, ces fintechs élargissent leur offre en intégrant des services d'épargne et de crédit, tout en collaborant de plus en plus étroitement avec des institutions bancaires formelles. Ces partenariats stratégiques permettent de satisfaire les exigences réglementaires et d'accéder aux capitaux nécessaires pour financer leurs portefeuilles de prêts, renforçant ainsi l'écosystème financier régional.

### Services financiers pour la résilience des communautés

En 2016, une étude pionnière menée au Kenya par Suri et Jack a démontré que l'accès aux services financiers, en l'occurrence à la monnaie mobile, avait des impacts significatifs au niveau des ménages <sup>6</sup>. Cette étude a révélé une augmentation directe d'environ 2 % de la consommation, permettant ainsi de sortir des individus de la pauvreté. Cet effet était encore plus marqué pour les ménages dirigés par des femmes. Le principal mécanisme expliquant ces effets était la capacité des communautés à recevoir des transferts de fonds en cas de choc, réduisant ainsi leur besoin de diminuer leur consommation en période de crise. Une étude de réplication ultérieure a confirmé ces résultats <sup>7</sup>.

Des recherches menées dans d'autres régions et pays confirment également l'importance des services financiers, en particulier des transferts et des paiements, comme canaux essentiels pour soutenir les communautés touchées par des chocs. Par exemple, une étude au Rwanda sur les transferts lors d'une catastrophe naturelle a montré que les ménages disposant de monnaie mobile étaient plus susceptibles de recevoir des fonds de leurs proches ou amis.

De même, en Tanzanie, une étude a confirmé que les ménages ayant accès à la monnaie mobile étaient plus enclins à maintenir leurs niveaux de consommation après un choc, contrairement à une réduction de 6 % observée chez ceux n'y ayant pas accès <sup>8</sup>.

Bien qu'il n'existe pas encore d'études similaires dans la région arabe, ces résultats offrent des perspectives pertinentes pour comprendre l'impact de l'élargissement de l'accès aux services financiers, en particulier en matière de transferts de fonds et de paiements, sur la résilience des communautés.

### Initiatives Régionales

Au cours de la dernière décennie, les gouvernements de la région arabe ont placé la finance inclusive au cœur de leurs priorités. Aujourd'hui, presque tous les pays arabes <sup>9</sup> sont membres de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), un réseau regroupant des régulateurs qui partagent leurs expériences pour accélérer l'inclusion financière. Cette collaboration s'est intensifiée à travers une plateforme régionale hébergée par le Fonds Monétaire Arabe, avec le soutien de l'AFI et de la GIZ <sup>10</sup>.

L'initiative Financial Inclusion for the Arab Region Initiative (FIARI) a été élargie pour mieux répondre aux besoins croissants de la région. En complément, une nouvelle initiative baptisée Arab Region Financial Inclusion Policy Initiative (ARFIPI) a vu le jour en janvier 2024. Plusieurs pays de la région, tels que la Jordanie, la Tunisie et le Maroc, ont élaboré des stratégies nationales d'inclusion financière.

De plus, certains ont intégré la finance verte inclusive dans leurs politiques, comme l'Autorité Monétaire Palestinienne et la Banque Centrale de Jordanie, démontrant ainsi un engagement accru en faveur d'une finance durable et accessible à tous.

Plusieurs pays de la région ont continué à prendre



des engagements significatifs dans le cadre de leur adhésion à l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI). En 2024, de nouveaux engagements notables ont été pris. La Jordan Payments and Clearing Company (JoPACC) a annoncé l'organisation d'un hackathon destiné à stimuler l'innovation dans le système de paiements, une initiative qui pourrait faciliter davantage les transferts de fonds tout en réduisant les coûts.

De son côté, l'Autorité Monétaire Palestinienne s'est engagée à renforcer la protection des consommateurs, une priorité cruciale dans un contexte de défis économiques.

Par ailleurs, d'importants objectifs fixés dans le passé ont également été atteints. En Égypte, le pays a atteint son ambition de fournir des comptes financiers à 17,8 millions de jeunes et à 29,3 millions de femmes, un progrès remarquable.

En outre, l'Égypte a introduit des réglementations visant à simplifier l'accès aux services pour les clients analphabètes et âgés, répondant ainsi à un défi persistant dans un pays où le taux d'analphabétisme reste élevé par rapport à ses voisins régionaux.

Toujours en ligne avec ses objectifs de résilience, l'Égypte a également réussi à intégrer les portefeuilles mobiles dans les services de transferts de fonds, renforçant ainsi l'inclusion financière pour les populations vulnérables.

### Défis

Les progrès accomplis dans la région arabe interviennent après des décennies d'inaction réglementaire, rendant les récentes innovations et réformes politiques d'autant plus dignes d'être saluées. Cependant, la région reste en retard par rapport à d'autres parties du monde.

Les pays à revenu intermédiaire inférieur (PRII) affichent un taux d'accès aux comptes bancaires supérieur à celui de la région arabe (62 % des adultes de plus de 15 ans dans les PRII contre 48 % dans la région arabe). Il reste donc de nombreux défis à relever.

Par exemple, l'écart entre les sexes en matière d'accès aux comptes bancaires demeure important, avec seulement 42 % des femmes ayant accès à un compte, contre 54 % des hommes.

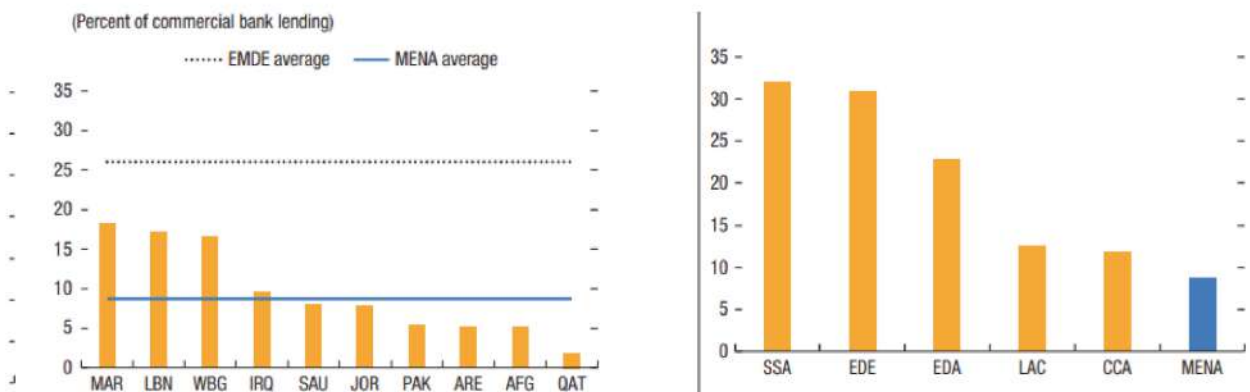
Dans certains pays, une fiscalité élevée sur les paiements mobiles continue de freiner leur adoption à grande échelle. Par exemple, la Jordanie se distingue malheureusement par l'un des taux d'imposition les plus élevés au monde sur les paiements mobiles.

Les petites et moyennes entreprises (PME), essentielles à l'économie de la région, méritent également une attention accrue. Comparées à d'autres régions, les PME de la région arabe ont un accès beaucoup plus limité aux services financiers bancaires, avec un taux estimé à seulement 9 %,

selon l'enquête Financial Access Survey du FMI.

Il existe toutefois des disparités importantes au sein de la région. Le Maroc et le Liban se démarquent en affichant des niveaux d'accès plus élevés pour les PME, atteignant respectivement 18 % et 16 %. Cependant, à l'échelle mondiale, la région MENA reste la moins performante, avec des résultats bien inférieurs à ceux enregistrés en Afrique subsaharienne (SSA), en Asie émergente et en développement (EDA), et en Europe émergente et en développement (EDE).

Figure 2 : Accès au financement des PME dans la région et à l'échelle mondiale



Source: IMF

### Tracer la voie de l'avenir

Face à la vulnérabilité politique persistante de la région, garantir la continuité des transferts de fonds et des remises demeure l'une des contributions les plus cruciales du système financier pour soutenir la résilience de la région arabe en ces temps incertains.

Cela nécessitera des investissements soutenus et une collaboration renforcée entre les fintechs et les institutions financières formelles, afin de réduire les coûts des transferts de fonds et d'améliorer leur accessibilité.

Parallèlement, il sera indispensable de maintenir une flexibilité réglementaire et des politiques adaptées pour favoriser l'épanouissement de ces partenariats.

Les avancées notables en matière de finance inclusive observées au cours de la dernière décennie dans la région doivent servir de tremplin pour poursuivre cette dynamique de progrès et d'innovation, même en période d'instabilité.

**Mayada El-Zoghbi**

[1] *Yémen affichait un taux d'accès aux comptes bancaires de seulement 4 % chez les adultes de plus de 15 ans en 2011, ce qui était probablement le plus bas au monde. Même l'Égypte, cette même année, ne comptait qu'un accès de 10 % pour cette tranche d'âge, selon les données de Findex.*

[2] *GSMA. The Mobile Economy Middle East & North Africa 2019.*

[3] *<https://www.internetsociety.org/news/press-releases/2024/challenges-and-recommendations-for-internet-connectivity-in-the-middle-east/>*

[4] *Santosdiaz, Richie. « The Fintech Times MEA Report: Overview of Fintech in the Middle East and Africa », The Fintech Times, 19 août 2024.*

[5] *UNSGSA. « Moroccan Start-Up Chari Facilitating Digital Transformation and Financial Inclusion for Mom-and-Pop Shop Owners », 3 avril 2023.*

[6] *Suri, Tavneet et William Jack. « The long run poverty and gender impacts of mobile money », Science, 9 décembre 2016.*

[7] *Alinaghi, Nazila. « Risk sharing and transaction costs: a replication study of evidence from Kenya's mobile money revolution », 3iE, 2019.*

[8] *El-Zoghbi, Mayada, et al. « Emerging Evidence on Financial Inclusion », CGAP, juillet 2019.*

[9] *Les membres de l'AFI (Alliance for Financial Inclusion) dans la région arabe incluent : la Banque centrale d'Égypte, la Banque centrale d'Irak, la Banque centrale de Jordanie, la Jordan Payments and Clearing Company, la Banque centrale de Mauritanie, Bank Al-Maghrib, l'Autorité monétaire palestinienne, la Banque centrale du Soudan, l'Autorité de contrôle de la microfinance de la République tunisienne, le Ministère des Finances de la République tunisienne, et la Banque centrale de Tunisie.*

[10] *La GIZ est une organisation allemande de développement.*

# D

## onald Trump est de retour.

### Taxer les importations européennes et chinoises : Quelles conséquences et quelles réponses.

**Auteur: M. Mazen Hammoud - Expert économique - Paris**



Donald Trump le républicain, à peine réélu président des Etats Unis en Novembre dernier pour prendre le pouvoir le 20 Janvier 2025, les marchés monétaire et financier en Amérique ont réagi comme si le choix du président républicain était un gilet de sauvetage et un nouveau chemin que le pays attendait pour changer de direction et couper avec la tradition économique socio-démocrate. Mais la différence cette fois-ci, et aussi pendant le premier mandat de Trump, est que le président élu est un homme d'affaires très riche qui peut réanimer les marchés certes, mais son élection ne reflète pas forcément les fondements économiques sur lesquels les marchés américains peuvent s'appuyer. Parmi ces fondements on trouve la création d'emplois qui conduit à une croissance économique, encourager

les investissements locaux et étrangers et une politique budgétaire qui renoue avec une baisse des impôts qui soutien le pouvoir d'achats des citoyens sans aller chercher une alternative qui peut nuire à l'économie et pousser l'inflation à des niveaux hors contrôle.

Après la réélection du président Trump, la bourse de wall street a, sans surprise, battu des nouveaux records, alors qu'en Europe les marchés ont terminé dans le rouge et la monnaie unique a perdu du terrain face au dollar.

Selon des analystes chez Barclays, Trump est perçu comme pro-marché. Son programme repose grandement sur des baisses d'impôt, une moindre régulation et un climat favorable pour les entreprises.

### **\*Premier mandat 2016-2020**

Avant de se lancer dans l'avenir de la première économie au monde avec l'ère Trump II, arrêtons nous en quelques lignes sur le premier mandat du président réélu, qui selon lui « le meilleur de tous les temps ».

Donald Trump a pris le pouvoir en 2016, alors que l'économie américaine s'était fortement redressée après la crise des subprimes de 2008 avec une reprise qui a permis de réduire le chômage à un taux de 4.7% et le PIB dépassait de plus de 5% son niveau d'avant la crise. Donc, l'élection du président républicain en 2016 intervenait dans un contexte économique favorable.

Entre 2016 et 2019, la promesse du président de baisser l'impôt de 8% a été actée par un accord avec le congrès fin 2016 et a profité à tous les ménages imposables. Avant son élection, le candidat Trump a promis que la dette publique doit disparaître sur huit ans en réduisant les dépenses fédérales de 1% chaque année à l'exception de la défense et de la santé. Ces baisses promises ont été abandonnées et la politique fiscale des USA s'est traduite par un accroissement de la dette fédérale qui atteint plus de 23 mille Mds de \$ début son premier mandat. Aujourd'hui elle atteint les 35.000 Mds

Quant aux relations commerciales avec son pays, le candidat Trump avait exprimé pendant sa campagne électorale du premier mandat ses intentions de réduire la différence considérée comme défavorable aux intérêts de son pays notamment le déficit commercial dû, selon lui, aux accords commerciaux antérieurs et a promis de taxer les importations et en particulier en provenance de la Chine deuxième puissance mondiale après l'Amérique. Donald Trump s'était engagé à renégocier ces accords (à la hausse) pour rééquilibrer les relations commerciales avec l'extérieur en faveur de son pays. Cette hausse ne vise pas seulement la Chine, mais aussi

Le Mexique, Le Canada, La Turquie et l'Union Européenne.

En 2019, la pandémie de Covid-19 a changé la donne. Tout ce que le président Donald Trump prétend réaliser en 3 ans a été effacé par cette pandémie. En conséquence les dépenses fédérales ont grimpé et le taux de chômage atteint le 15 % ce qui ne plaît pas trop aux Américains.

**\*Promesses pour le deuxième mandat 2025-2029**  
Avec le retour du président Trump à la maison blanche, le pays risque de connaître un protectionnisme qui menace l'ouverture de la super puissance économique au monde.

**\* L'intention du président réélu d'imposer une forte taxe aux importations chinoises et européennes et en certain mesure aussi sur les produits canadiens et mexicains, ne passera pas sans conséquences graves à la fois pour l'économie américaine et celle de la Chine qui est déjà affaiblie par le ralentissement de la consommation et elle cherche donc à exporter plus.**

### **Le cas de la Chine**

Durant son premier mandat, M.Trump avait imposé une série de droits de douane sur des produits chinois avec pour objectif de forcer Pékin à négocier l'achat de produits américains, en vue de rééquilibrer une balance commerciale déficitaire pour les Etats-Unis concernant les échanges bilatéraux.





Selon l'ancien secrétaire du trésor américain Steven Mnuchin la mise en place de droits de douane particulièrement élevés sur les produits chinois importés aux Etats-Unis, est nécessaire car La Chine ne respecte pas tout ce qui été signé lors de la première phase de l'accord commercial. Donald Trump menace d'imposer les produits chinois à hauteur de 60% et à 100 % sur certains produits et imposer les produits européens à hauteur de 10 voir 20 % pour financer la baisse d'impôt qu'il a souhaité réaliser.

La Chine a prévenu le mois dernier qu' « il n'y aura pas de gagnant dans une guerre commerciale », après la réélection de Donald Trump. Mais des analystes estiment que la victoire de Trump pourrait pousser les dirigeants chinois à renforcer un plan de relance économique notamment pour faire face aux futurs tarifs douaniers supplémentaires. Il reste à savoir si l'économie chinoise peut résister à un nouveau scénario qui met en danger les relations sino-américaines. Si Trump met sa menace à exécution, ces énormes droits de douane pourraient affecter 500 milliards de dollars de produits chinois exportés vers les Etats-Unis, selon Pine Bridge Investments, sachant que les données douanières ont montré en Novembre 2024 que les exportations chinoises ont bondi de 12.7% en Octobre sur une base annuelle en valeur, tandis que les importations ont chuté de 2.3%.



### Le cas de l'Europe

Des nombreux acteurs, en effet, s'inquiètent des conséquences de la politique défendue jusqu'ici par le président Trump pour l'économie européenne. Rappelons que les Etats-Unis étaient un très grand partenaire commercial de l'Europe. Selon le gouverneur de la banque de France François Villeroy de Galhau Une administration Trump, avec une forte taxe prévue sur les produits chinois et européens, entrainera probablement plus de protectionnisme et donc le retour de l'inflation, au moins au Etats-Unis, et à priori moins de croissance partout dans le monde. Devant ce danger à venir, le gouverneur appelle à une « remobilisation européenne ».

La BCE réagit.



La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, a frustré les européens avec des déclarations frappantes fin Novembre dernier sur la guerre commerciale que le président élu américain Donald Trump devrait lancer contre le Vieux continent et d'autres partenaires commerciaux.

Lagarde s'est exprimée dans une interview au Financial Times, exhortant les dirigeants européens à coopérer avec Trump plutôt que de répondre à ses menaces d'imposer des droits de douane drastiques.

Lagarde a même appelé l'Europe à « acheter davantage de produits américains » pour éviter une guerre commerciale qui pourrait entraîner un déclin de la croissance économique mondiale, faisant référence à la nécessité d'éviter un affrontement avec le président élu.

Cela survient près d'un mois après une réunion des dirigeants de l'Union européenne, au cours de laquelle ils ont appelé à l'autonomie et à investir davantage dans l'industrie, dans le but d'atteindre l'autosuffisance, de sorte que toute guerre commerciale ait un impact limité sur l'économie européenne.

Trump s'est engagé à imposer des droits de douane complets allant jusqu'à 20 % sur toutes les importations non chinoises vers les États-Unis, à un moment où le volume des échanges commerciaux entre le bloc et les États-Unis dépasse 1 300 milliards de dollars.

Les actions des entreprises d'automobiles et agricoles de l'Union européenne ont chuté de 1 à 8 %, à la suite des déclarations de Trump dans lesquelles il a confirmé qu'il signerait l'imposition de droits de douane sur les partenaires commerciaux de son pays, à un taux allant jusqu'à 20 %, à partir du 20 janvier prochain (premier jour de prise du pouvoir).

Lagarde a déclaré dans son interview qu'il est nécessaire que l'Union européenne adopte une « stratégie du carnet de chèque » qui comprend la soumission d'offres d'achat de produits américains, tels que le gaz naturel liquéfié et les équipements de défense, au lieu de s'engager dans des confrontations mutuelles qui conduisent à une escalade des échanges commerciaux.

Elle a expliqué que cette stratégie serait plus bénéfique que l'adoption de politiques de représailles qui pourraient conduire à une « guerre économique sans victoire ».

La victoire du président américain républicain pour un second mandat fait craindre parmi les gouvernements de l'Union européenne que ses politiques n'éliminent l'important excédent commercial de l'Union avec les États-Unis et obligent les entreprises européennes à transférer leur production vers le territoire américain.

Selon les données d'Eurostat, l'excédent commercial de l'Union européenne avec les États-Unis a atteint environ 190 milliards de dollars en 2023. Cet excédent indique que la valeur des exportations de l'UE vers les États-Unis dépasse largement la valeur de ses importations en provenance de ce pays, et il comprend des secteurs majeurs tels que les produits manufacturés, les médicaments, les automobiles et les produits agricoles.

Cependant, l'excédent est l'une des causes les plus importantes des tensions commerciales entre l'Union européenne et les États-Unis, car Trump estime qu'il reflète des pratiques déloyales ou des déséquilibres dans les relations commerciales entre les deux parties.



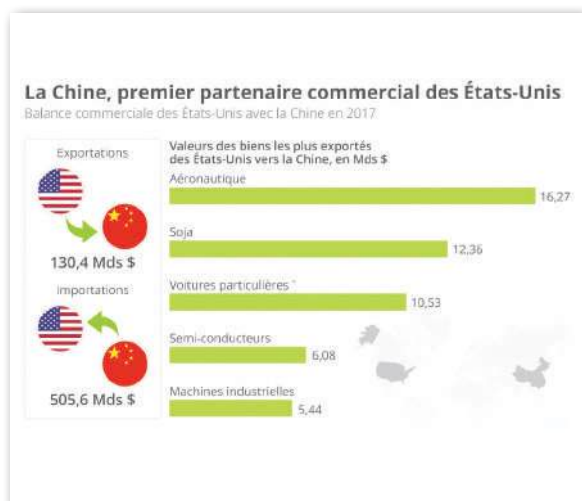
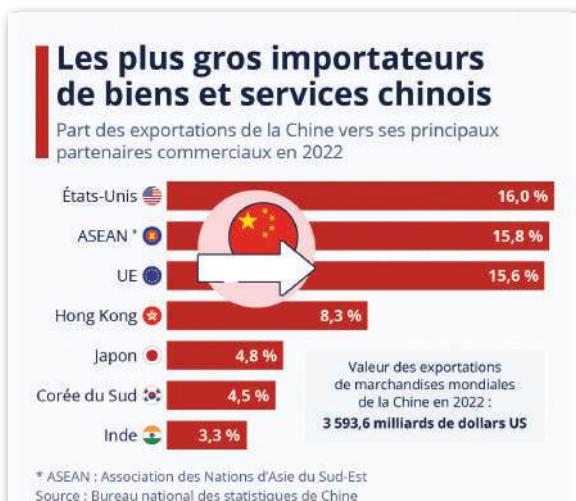
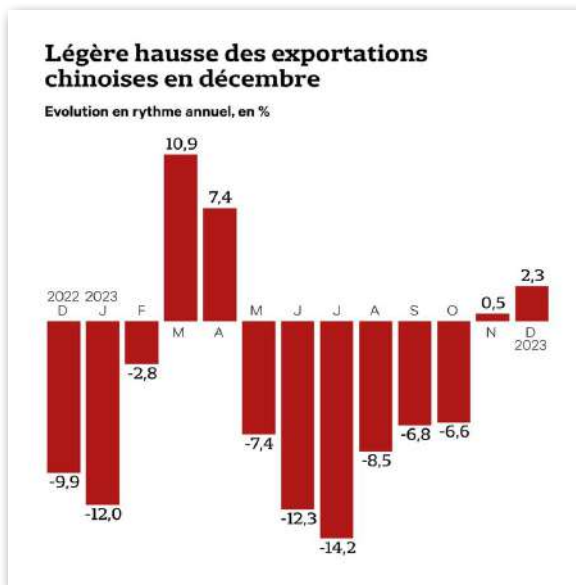
La commission européenne craint que les politiques protectionnistes américaines menacent directement les économies européennes, affaiblissant ainsi la compétitivité des entreprises européennes sur les marchés mondiaux.

**\*\*Options européennes**

Face à ce défi, l'Europe se trouve confrontée à deux options principales : soit répondre de la même manière en imposant des mesures punitives aux États-Unis, soit tenter de négocier des accords évitant de nouveaux tarifs douaniers.

Cependant, bien qu'il existe des options pour faire face à la crise, les dirigeants européens ont des doutes quant à la capacité du bloc européen à agir de manière unie pour affronter la politique de Trump. Les grandes économies en Europe, on note par exemple l'Allemagne et la France sont très occupées aujourd'hui par la situation économique actuelle interne.

Le 20 Janvier 2025 sera, donc, une date marquée dans l'histoire commerciale des Etats-Unis et peut être un retour au protectionnisme.





## E ntretien avec Dr. Rola Dashti

**Secrétaire Exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) – À l'occasion de la Conférence Bancaire Arabe 2024 de l'UBA:**

**«Les Enjeux du Développement Durable et le Rôle Stratégique des Banques».**

*La région arabe se trouve confrontée à des défis financiers et économiques majeurs, notamment l'accès limité aux financements, des coûts élevés de capitaux et une dépendance marquée aux entreprises publiques. Dr. Rola Dashti la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), partage ses perspectives sur le rôle central que les banques arabes pourraient jouer pour surmonter ces obstacles et atteindre les Objectifs de Développement Durable.*

**Quels sont les principaux défis que la région arabe doit relever pour combler l'écart de financement du développement durable, et comment les banques régionales peuvent-elles jouer un rôle plus central pour surmonter ces obstacles ?**

La région arabe est confrontée à des défis économiques et financiers majeurs qui freinent le financement du développement durable. Cinq grandes lacunes sont identifiées : un espace fiscal restreint dû à des priorités multiples et au poids de la dette, le manque d'investissements privés, l'insolvabilité financière, la non-durabilité du financement en raison de l'inefficacité des dépenses publiques, et l'accès inégal au

financement. Ce dernier est exacerbé par le coût élevé du crédit et les défis géopolitiques qui dissuadent les investisseurs internationaux, soulignant les limites d'un système financier international trop souvent inadapté, avec d'importantes fuites financières, une lourde dette et une inadéquation avec les objectifs de durabilité.

Des coûts de capital élevés, un accès limité au crédit et une dépendance excessive aux entreprises publiques entravent la croissance du secteur privé et, par conséquent, réduisent les investissements. De plus, les investissements directs étrangers se concentrent sur des secteurs à forte rentabilité immédiate, limitant



ainsi les possibilités de réinvestissement et de transformation structurelle. Les systèmes de financement climatique fragmentés et les mécanismes d'allègement de la dette inefficaces augmentent encore le poids financier pesant sur la région.

Conscient de ces lacunes, l'Union des Banques Arabes s'est engagée, avec l'ESCWA, à devenir un acteur clé du financement durable, avec un objectif de mobiliser un trillion de dollars d'ici 2030. En collaboration avec l'ESCWA, elle s'efforce également d'établir des indicateurs pour mesurer l'impact des objectifs de développement durable (ODD). Un cadre arabe commun pour les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) est indispensable pour harmoniser les définitions de l'investissement durable et éviter les pratiques de greenwashing. Pour renforcer le rôle des banques arabes, une réévaluation de la gestion des portefeuilles est nécessaire.

Actuellement centrés sur le financement des déficits publics, ces portefeuilles devraient davantage s'orienter vers le soutien au secteur privé, l'investissement dans les infrastructures régionales et l'adoption de stratégies de couverture pour assurer la résilience. La collaboration avec les banques multilatérales

de développement en matière de cofinancement et de renforcement des capacités, ainsi que le soutien à l'initiative des Nations Unies pour le financement des ODD, pourraient également mobiliser jusqu'à 500 milliards de dollars par an, nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable à l'échelle mondiale.

Les banques arabes doivent aussi s'engager activement dans les réformes financières internationales proposées par les Nations Unies, contribuant à la refonte du système financier mondial. Une implication dans la déclaration finale de la quatrième conférence internationale sur le financement du développement permettrait de garantir que les perspectives et priorités arabes soient bien représentées.

**Selon vous, comment la Conférence bancaire arabe 2024 à Doha a-t-elle renforcé le rôle des banques arabes dans le financement du développement durable ?**

La Conférence bancaire arabe 2024 a marqué un tournant majeur dans le financement du développement durable en fournissant une plateforme stratégique pour l'élaboration de solutions de financement adaptées aux besoins des ODD dans la région. Elle a mis en évidence le rôle essentiel que peuvent jouer les banques arabes en tant que catalyseurs de la durabilité, en intégrant les pratiques bancaires durables et en mobilisant des ressources pour une croissance équitable.

L'ESCWA a joué un rôle actif dans les discussions, réaffirmant son soutien à l'Union des banques arabes et aux banques de la région. L'ESCWA a également proposé un programme d'actions en 14 points, parmi lesquelles figurent la création de normes pour suivre l'impact du financement des ODD, la mise en place d'un cadre régional ESG, et l'encouragement aux

innovations financières en faveur de l'inclusion financière.

**Comment l'ESCWA collabore-t-elle avec les gouvernements et les institutions financières pour promouvoir des solutions de financement durable, et quelles initiatives sont prévues pour renforcer les partenariats public-privé dans ce domaine ?**

Au niveau international, l'ESCWA joue un rôle central dans la promotion du financement du développement en alignement avec des cadres mondiaux tels que le Programme d'action d'Addis-Abeba. Représentant la région arabe lors des négociations et forums internationaux, l'ESCWA contribue avec des données et perspectives régionales pour s'assurer que les réformes mondiales répondent aux besoins locaux.

Par exemple, elle participe aux efforts de restructuration du système financier mondial, dans le but de créer un système plus équitable

et inclusif, et aux préparations pour la quatrième conférence internationale sur le financement du développement en 2025, afin que les priorités arabes soient intégrées dans les discussions mondiales.

Au niveau régional, l'ESCWA constitue une plateforme pour aborder les défis communs aux pays arabes, en promouvant l'intégration régionale et le développement durable.

Elle facilite les dialogues pour mobiliser les ressources en faveur des ODD, lutte contre les flux financiers illicites, et renforce la stabilité financière. Par exemple, la Commission du financement du développement de l'ESCWA œuvre pour renforcer les résultats financiers dans la région arabe, tout en favorisant l'intégration économique avec des initiatives telles que l'union douanière arabe et le développement de marchés financiers régionaux.





## **E**ntretien avec Dr. Walid Oueslati, Chef de la Division Climat, Biodiversité et Eau à l'OCDE

### **Financement Climatique et Enjeux Environnementaux dans le Monde Arabe : Perspectives de l'OCDE»**

*Dans cette entrevue Dr. Oueslati, partage sa vision sur les défis environnementaux auxquels la région MENA fait face. Il explore comment les banques peuvent contribuer à la résilience climatique à travers des initiatives de financement durable et des mécanismes innovants.*

1. Lors de votre présentation intitulée « Financement climatique et durabilité environnementale » à la Conférence bancaire arabe organisée par l'UAB à Doha, vous avez abordé les risques climatiques croissants auxquels la région MENA est confrontée, notamment les sécheresses, la rareté de l'eau et la désertification. Comment les banques de la région, notamment à travers des mécanismes financiers innovants, peuvent-elles contribuer à atténuer ces risques et à soutenir des initiatives d'adaptation durable ?

- Au-delà du financement spécifiquement dédié à l'adaptation, une première étape cruciale est

de s'assurer que les flux financiers sont alignés sur les objectifs de résilience climatique, comme stipulé dans l'Accord de Paris. L'évaluation de cet alignement consiste à déterminer si les investissements financiers, y compris les transactions relatives aux biens, services et actifs, contribuent à la résilience climatique. Ainsi, les efforts des banques de la région visant à accroître la transparence et la divulgation des risques climatiques dans les marchés financiers sont essentiels pour une meilleure allocation des capitaux et une gestion des risques efficace, car ils permettent aux investisseurs et aux parties prenantes de prendre des décisions éclairées,

de gérer les risques financiers et d'orienter les capitaux vers des investissements durables et résilients face au climat.

- Le secteur financier peut jouer un rôle important en orientant les investissements vers des activités qui soutiennent la résilience, ou, à l'inverse, il peut compromettre cette résilience en finançant des activités exposées à des risques ou qui les exacerbent, par exemple par la surexploitation des ressources en eau ou les changements d'utilisation des terres.

Nous savons que les impacts économiques des risques liés à l'eau pour les ménages, les entreprises, les institutions financières et les gouvernements, par exemple via la destruction de capital ou l'interruption des chaînes de valeur, peuvent être transmis au système financier sous forme de risques de crédit, de marché, de liquidité, d'affaires et de souscription.

Il est donc important que les banques de la région comprennent à la fois les risques financiers matériels et les impacts environnementaux des investissements. Par exemple, les banques peuvent être exposées à un risque de crédit si des secteurs vulnérables à la sécheresse constituent une part importante de leur portefeuille.

Un récent test de résistance au Maroc a révélé que plus d'un tiers des portefeuilles de prêts bancaires pourraient être exposés aux risques physiques climatiques, notamment la sécheresse, en grande partie en raison des prêts accordés aux secteurs de l'agriculture, de la transformation alimentaire, du tourisme et aux ménages dans des zones vulnérables. Pour les assureurs, les événements d'inondation peuvent générer des passifs qui dépassent largement les primes gagnées. Un récent document de travail de l'OCDE intitulé « Atténuées? Une enquête sur la matérialité financière des risques liés à l'eau » a exploré la compréhension par le secteur financier de la

matérialité financière des risques liés à l'eau, et une analyse des pratiques actuelles montre que ces risques ne sont pas pleinement pris en compte par les approches actuelles d'évaluation des risques financiers. Cela souligne le besoin urgent d'un engagement plus proactif pour identifier et évaluer les risques climatiques liés à l'eau.

- En ce qui concerne les mécanismes financiers pour l'adaptation, les fournisseurs de financements publics internationaux jouent un rôle clé dans le renforcement et la mobilisation des financements. En particulier, les instruments de financement public et mixte peuvent être mieux exploités pour mobiliser des financements privés, et les directives de l'OCDE sur le financement mixte pour l'adaptation au changement climatique présentent des étapes et des considérations pour intégrer l'adaptation dans les transactions de financement mixte.

Le financement mixte peut attirer des investissements privés supplémentaires dans les efforts d'adaptation en augmentant les rendements ou en réduisant les risques pour les investisseurs privés, grâce à des outils tels que les garanties gouvernementales, les prises de participation et les financements à taux préférentiels, en particulier pour les projets d'adaptation qui ne sont pas encore viables commercialement. Les fournisseurs internationaux jouent un rôle crucial dans ce processus en intégrant des objectifs de financement privé dans les projets d'adaptation, en adaptant les instruments financiers aux besoins spécifiques des activités d'adaptation et en créant un environnement favorable à l'investissement.

**Note : Le financement mixte est défini par l'OCDE comme « l'utilisation stratégique du financement pour le développement afin de mobiliser des financements supplémentaires en faveur du développement durable dans les pays en développement ».**





2. Vous avez évoqué le potentiel inexploité de la finance islamique pour les investissements dans le secteur de l'eau. Quels sont les principaux défis pour étendre l'usage de la finance islamique en faveur de la durabilité, et comment ces obstacles peuvent-ils être surmontés afin de renforcer son rôle dans le financement climatique et environnemental ?

- Les flux financiers fondés sur les principes de la finance islamique (FI) connaissent une croissance dans de nombreux secteurs et régions, et présentent un potentiel de développement accru en réponse à une demande non satisfaite pour ce type de services financiers.

Il existe un potentiel considérable pour mobiliser des financements en faveur des Objectifs de Développement Durable (ODD) via la FI, bien que le secteur de l'eau n'en ait pas encore pleinement bénéficié. Les valeurs qui sous-tendent la FI sont, en principe, bien alignées avec les objectifs de mobilisation de capitaux pour atteindre l'ODD 6.

Parmi ces valeurs figurent l'amélioration du bien-être social, un déplacement de l'accent sur la seule solvabilité de l'emprunteur vers une analyse de la création de valeur associée aux investissements et aux bénéfices économiques et sociaux, ainsi que la mise en place d'un filet de sécurité pour les populations les plus pauvres et vulnérables. De plus, l'approche de la FI, axée sur le partenariat et l'équité, avec des liens solides à l'économie

réelle, la rend cohérente — en principe — avec la réalisation des ODD.

• **Cependant, des défis importants subsistent pour généraliser l'usage de la FI au profit de la durabilité, notamment :**

- La sensibilisation encore limitée au potentiel de la FI pour soutenir les objectifs de durabilité. Grâce à sa nature adossée à des actifs et au partage des risques, la FI offre un potentiel considérable pour des investissements durables dans l'environnement et le climat. La réalisation de projets pilotes démontrant l'utilisation efficace des instruments de FI pour financer des initiatives environnementales durables, à différentes échelles, est cruciale. C'est l'un des objectifs de la 12e réunion de la Table ronde sur le financement de l'eau, co-organisée par l'OCDE et la BID.

- L'intégration de cadres mondiaux de durabilité, tels que les critères ESG, reste faible dans la FI. Étant donné que les banques islamiques représentent 70 % de l'industrie de la FI, une adoption plus large des critères ESG au sein de la banque islamique pourrait stimuler le développement du financement durable.

- Le manque de données sur l'industrie de la FI constitue également un défi, notamment en ce qui concerne les instruments de finance sociale islamique tels que la zakat, le waqf et le waqf en espèces. Les capacités actuelles de suivi et de

collecte de données pour la finance islamique (y compris la finance sociale islamique) demeurent limitées, et l'extension des sources de données permettrait d'exploiter pleinement ce potentiel.

- Le manque de standardisation des produits de FI à travers les juridictions. Les organismes internationaux de normalisation au sein de l'industrie de la FI, tels que l'AAOIFI et l'IFSB, pourraient développer des normes uniformes pour l'émission et l'utilisation de produits tels que les sukuk, les sukuk verts et les sukuk de durabilité.

Avec une demande forte et croissante, un cadre harmonisé permettrait de simplifier le financement via les sukuk pour les investissements dans les domaines de l'environnement, du climat et de l'eau.

**3. La Conférence bancaire arabe de l'UBA , qui s'est tenue à Doha, a mis l'accent sur le développement durable et le rôle des banques. Compte tenu de votre expertise, comment envisagez-vous l'évolution de l'intégration du financement climatique et de la durabilité environnementale dans le secteur bancaire arabe, notamment à la lumière des discussions prévues pour la session sur le «Financement climatique et la durabilité environnementale» ? Quels résultats clés espérez-vous voir émerger de cette conférence ?**

• Il est très encourageant de constater un intérêt croissant pour le financement climatique et la durabilité environnementale, impulsé à la fois par des cadres réglementaires et une demande croissante du marché dans la région MENA. Avec deux COP tenues dans la région, l'attention portée à la durabilité s'est considérablement renforcée. Ces dernières années, la région a vu l'introduction de diverses directives ESG, de nouveaux indicateurs, et des exigences de

divulgaration. Par exemple, aux Émirats arabes unis, la déclaration ESG est désormais obligatoire pour les entreprises cotées, imposée par l'Autorité des valeurs mobilières et des matières premières (SCA).

• Il est essentiel de poursuivre les efforts visant à aligner les flux financiers sur les objectifs climatiques, afin que les fonds actuellement en circulation renforcent la résilience au lieu d'aggraver les risques existants. Cela nécessite notamment une ambition accrue en matière de divulgation des risques climatiques. Le manque de standardisation dans l'évaluation et la déclaration des risques climatiques, y compris ceux liés à l'eau, peut représenter un obstacle majeur pour intégrer cette information dans les décisions d'investissement et de prêt.

• Les discussions devront également porter sur la mobilisation de financements supplémentaires pour les initiatives d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. L'ampleur du déficit de financement pour les investissements climatiques est telle qu'il ne pourra être comblé qu'avec le concours de divers acteurs, publics et privés. Les financements officiels au développement, ainsi que les financements publics internationaux, devront jouer un rôle central pour soutenir des actions climatiques menées et portées par les économies émergentes et en développement (EMDE).

Bien que les ressources domestiques demeurent une source cruciale d'investissement dans les EMDE, les financements externes, tant publics que privés, sont également indispensables.

En particulier, il sera essentiel de diriger les financements publics de développement climatique pour attirer des investissements commerciaux et surmonter les nombreux obstacles, tels que les longues phases de planification et de construction des projets bas carbone.

4. En tant que chef de la Division Climat, Biodiversité et Eau à l'OCDE, comment votre département soutient-il la région arabe dans le traitement des défis liés au climat et à la durabilité environnementale ? Quelles initiatives ou collaborations concrètes peut-on attendre de l'OCDE pour aider les banques arabes à promouvoir le financement climatique et à intégrer la durabilité dans leurs opérations ?

- L'OCDE a une longue tradition de collaboration avec les parties prenantes de la région arabe, notamment à travers des initiatives telles que le Dialogue entre le CAD et les pays arabes.

- La Table ronde sur le financement de l'eau est une plateforme mondiale public-privé créée par l'OCDE en partenariat avec le gouvernement des Pays-Bas, le Conseil mondial de l'eau et la Banque mondiale.

Elle s'appuie sur un leadership politique et une expertise technique pour faciliter le financement d'investissements qui contribuent à la sécurité de

l'eau et à une croissance durable et inclusive.

En réunissant les communautés de la finance et de l'eau, elle permet l'échange d'informations sur les développements récents et futurs d'intérêt commun. La 12e édition de la Table ronde sur le financement de l'eau sera une réunion thématique, co-organisée avec la Banque islamique de développement. Elle se tiendra au siège de la Banque islamique de développement à Jeddah, aux alentours du premier ou deuxième trimestre 2025.

Cette session explorera notamment comment la finance islamique pourrait contribuer au financement d'investissements durables dans le secteur de l'eau à l'échelle mondiale. Elle abordera également les moyens de renforcer le rôle des banques dans la promotion du financement durable et l'intégration de la durabilité dans leurs opérations, y compris pour les enjeux liés à l'eau. Une collaboration avec l'UBA dans le cadre de cette 12e édition de la Table ronde serait très appréciée.



# Banque de l'Habitat :

## Une Vision de Résilience et de Soutien pour les Familles Libanaises



**Dans cet entretien, M. Antoine Habib, Président Directeur Général du Conseil d'Administration de la Banque de l'Habitat (BDH), évoque les engagements de l'institution face aux défis économiques. Il met en lumière les partenariats stratégiques, les initiatives innovantes et les ambitions futures de la banque pour renforcer son rôle auprès des familles à revenus faibles et moyens.**

**Comment évaluez-vous le rôle de la Banque de l'Habitat dans la concrétisation de ses promesses et engagements malgré les défis économiques ?**

La Banque de l'Habitat a toujours su honorer ses engagements, fidèle à l'adage : « Une promesse est une dette d'honneur ». Dès notre élection à la présidence en 2022, nous avons pris un engagement ferme envers notre communauté : faciliter l'accès au logement pour les familles à revenus faibles et moyens. Face aux défis, nous avons exploré et mobilisé des sources de financement, tant locales qu'internationales, en collaboration avec des institutions et organisations arabes, européennes et internationales. Bien que cette démarche ait suscité des doutes au départ, nous avons relevé le défi avec détermination. La Banque a non seulement tenu ses promesses, mais a aussi prouvé que les sceptiques avaient tort, affirmant ainsi sa crédibilité et sa résilience,

capable de transformer les situations critiques en opportunités de développement et de croissance. **Pouvez-vous nous parler de la collaboration entre la Banque de l'Habitat et le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social ?**

En 2023, à l'invitation de l'ingénieur Nabil El-Jisr, président du Conseil de Développement et de Reconstruction (CDR), nous avons participé à une réunion avec la délégation du Fonds Arabe, organisée dans les locaux du CDR. À cette occasion, nous avons présenté un rapport détaillé sur la situation financière et administrative de la Banque de l'Habitat, tout en réitérant notre demande de renouvellement d'un prêt octroyé en 2019, toujours en attente.

Cette réunion, à la fois fructueuse et transparente, a été l'occasion de mettre en avant notre rigueur et de réaffirmer que la Banque de l'Habitat a

toujours honoré ses obligations financières envers les fonds arabes et d'autres entités, témoignant ainsi de notre fiabilité. La délégation du Fonds a également évalué nos actifs et a constaté que toutes nos succursales au Liban sont en pleine propriété, un avantage stratégique renforçant la stabilité et la pérennité de notre institution.

Il convient de souligner le rôle pivot exercé par l'ancien Président-Directeur Général, M. Joseph Sassine, dont la vision stratégique a conduit à l'acquisition de l'ensemble de nos filiales bancaires. Cette acquisition a grandement facilité le processus de due diligence, qui a permis de confirmer la solidité financière de notre institution. Par ailleurs, sous la direction avisée de M. Sassine, les conseils d'administration successifs ont toujours veillé à respecter rigoureusement les engagements financiers, notamment en honorant l'ensemble des obligations, envers les institutions financières, en matière de remboursement du Capital emprunté et des paiements d'intérêts. Cette discipline financière a constitué un élément clé dans l'obtention du prêt arabe en 2019.

La direction actuelle poursuit avec la même rigueur, en poursuivant cette politique de gouvernance prudente, garante de la stabilité et du développement continu de notre établissement.

**Quels sont les détails de votre collaboration avec le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social ?**

Lors d'une mission officielle à Koweït, une délégation de la Banque de l'Habitat a rencontré les responsables du Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social (FADES). Cette rencontre visait principalement à finaliser le décaissement de la deuxième tranche du prêt accordé par le FADES, d'un montant de 16,3 millions USD, pour soutenir les familles à faibles

et moyens revenus. Le FADES a confirmé que la tranche serait transférée sur notre compte dès réception de notre demande formelle, un processus réalisé à la fin de novembre 2024.

Afin de mieux s'adapter aux réalités économiques, le prêt a été converti de la livre libanaise au dollar américain, et il sera déboursé en dix tranches égales sur cinq ans, avec un taux d'intérêt de 6%. Ce financement représente un véritable pilier de stabilité et permet à la Banque de l'Habitat de soutenir les Libanais désireux de devenir propriétaires, prouvant qu'une institution peut rester fidèle à sa mission, même face à des crises.

**Comment la nouvelle plateforme électronique a-t-elle simplifié le processus de soumission des demandes de prêts ?**

Nous avons mis en place une plateforme électronique innovante pour simplifier les démarches administratives des emprunteurs. Grâce à cette solution, les Libanais, où qu'ils soient, peuvent soumettre leurs demandes en ligne, recevoir une réponse instantanée sur leur éligibilité et finaliser le processus dans l'agence la plus proche. Cette initiative garantit une transparence et une efficacité accrues.

**Les fonds actuels suffisent-ils à répondre aux besoins des citoyens ?**

Les fonds actuellement disponibles, bien que limités, sont principalement destinés à soutenir l'achat, la construction ou la rénovation de logements dans les zones rurales, en dehors de Beyrouth. Ce soutien vise à freiner l'exode rural et encourager les Libanais à rester dans leurs territoires, en accord avec la vision des Présidents Salim El-Hoss et Elias Sarkis lors de la fondation de la Banque de l'Habitat en 1977.

Leur objectif était de préserver le tissu social libanais en favorisant l'ancrage local.

Cependant, les 165 millions de dollars disponibles ne suffisent pas à couvrir tous les besoins. Pour combler cet écart, nous avons sollicité des financements supplémentaires auprès d'organismes tels que le Fonds Koweïtien pour le Développement et le Fonds d'Abou Dhabi pour le Développement. Le Conseil des Ministres libanais a également mandaté le CDR pour négocier ces prêts.

**Quelles sont les stratégies de la Banque de l'Habitat pour garantir la pérennité des nouvelles sources de financement, tant internes qu'externes ?**

La Banque de l'Habitat adopte une stratégie diversifiée pour garantir la pérennité de ses financements, en travaillant sur le développement de ressources locales, régionales et internationales. Au niveau local, la Banque bénéficie des certificats de dépôt, soutenus par des initiatives législatives comme le décret n° 9812. Ce décret oblige les compagnies d'assurance à déposer des garanties auprès de la Banque. Le ministre du Travail, M. Moustafa Bayram, a également relevé le plafond des certificats pour les particuliers et les entreprises, créant ainsi une source essentielle de financement pour les ménages à revenus modestes.

Sur le plan international, la Banque a établi des partenariats avec des institutions comme USAID, UN Habitat, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, et l'Agence Française de Développement.

Ces efforts permettent d'accroître les financements disponibles et d'offrir des conditions avantageuses, soutenant ainsi les familles libanaises et contribuant à la stabilité du pays.

**Quels sont les principaux obstacles auxquels les emprunteurs sont confrontés, et comment peuvent-ils être surmontés ?**

L'un des principaux obstacles demeure les problèmes administratifs liés aux registres fonciers. Les documents requis compliquent l'accès des emprunteurs aux prêts. Nous appelons le ministère des Finances à résoudre ces problématiques. Une collaboration collective est essentielle pour surmonter ces obstacles et permettre aux Libanais d'accéder à un logement décent.

**Que représente le Prix d'Excellence reçu par la Banque de l'Habitat pour votre position parmi les institutions bancaires arabes ?**

L'attribution du Prix d'Excellence par l'Union Internationale des Banquiers Arabes est une reconnaissance prestigieuse de nos efforts constants. Cette distinction, reçue parmi plus de 300 banques et institutions arabes, témoigne de notre capacité à réaliser nos engagements malgré un contexte économique difficile, renforçant ainsi notre position dans le secteur bancaire arabe.

**En quoi la Banque de l'Habitat se distingue-t-elle des autres banques libanaises, notamment en matière d'octroi de prêts ?**

La Banque de l'Habitat se distingue par sa spécialisation dans les prêts au logement, un domaine que les banques commerciales libanaises ont largement abandonné en raison des crises actuelles. Nous avons également pris des mesures pour garantir la transparence et l'équité, en collaborant avec des experts juridiques afin de garantir que les fonds en dollars soient transférés via des comptes en dehors du Liban, renforçant ainsi la confiance des emprunteurs et de nos partenaires.



Un article rédigé par Dr. Ibrahim Saif, ancien ministre de la Planification, de l'Énergie et des Ressources Minérales de Jordanie, président et cofondateur d'ETF Solutions.

## Attirer les Investissements en Périodes d'Incertitude : Une Panacée Existe-t-elle ?

*Cet article rédigé par le Dr. Ibrahim Saif, explore les stratégies essentielles pour attirer les investissements dans un contexte d'incertitude. En s'appuyant sur des exemples concrets et des réformes clés, Dr.Saif propose des pistes pour renforcer la résilience économique et stimuler la croissance durable dans les économies fragiles.*

Dans les régions marquées par l'instabilité économique et politique ainsi que par des conflits armés, attirer les investissements, qu'ils soient étrangers ou locaux, représente un défi de taille. Pourtant, une croissance économique durable reste inatteignable sans des investissements massifs ou une hausse significative de la productivité.

Les pays du Moyen-Orient, en particulier ceux du Levant, sont confrontés à des défis majeurs, alimentés par des indicateurs socio-économiques préoccupants : un chômage élevé, une faible croissance économique, des conflits armés et une incertitude omniprésente. À l'inverse, les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) se distinguent par leur stabilité et leur dynamisme. Ces nations poursuivent des visions ambitieuses de modernisation visant à accélérer la croissance économique, soutenues par une stabilité relative, une flexibilité budgétaire accrue et des ressources financières considérables.

Ces atouts leur permettent de consacrer les moyens nécessaires à la réalisation de leurs objectifs stratégiques.

Ce contraste entre les deux sous-régions illustre de manière frappante l'importance de la stabilité et de l'allocation judicieuse des ressources dans la création d'un climat favorable aux investissements et dans la définition des trajectoires économiques à long terme.

Les pays confrontés à des périodes de turbulences ne peuvent se permettre le luxe de la passivité, au risque de voir leurs économies se dégrader davantage. Il est impératif qu'ils adoptent une stratégie ciblée, visant à surmonter les principaux obstacles entravant les investissements et une croissance durable. Dans un contexte de concurrence mondiale féroce entre les nations pour attirer les capitaux, la question centrale est la suivante : quelles mesures, politiques et incitations peuvent constituer un cadre stratégique efficace pour renforcer la résilience

des économies en crise, leur permettant ainsi de retrouver leur élan et de séduire de nouveaux investisseurs ?

La priorité absolue réside dans la mise en avant des atouts économiques uniques que ces pays continuent de posséder, malgré des niveaux élevés d'incertitude et d'instabilité. Cela doit s'accompagner d'un message fort et explicite, témoignant de la détermination politique à garantir, soutenir et protéger les nouveaux investissements. Un engagement clair et crédible dans ce sens est essentiel pour restaurer la confiance et stimuler un retour des capitaux.

Par exemple, le Liban dispose d'un secteur financier historiquement robuste et d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. En se positionnant comme un hub régional pour des industries stratégiques telles que la technologie, l'éducation et la santé, où l'expertise est primordiale, le Liban pourrait attirer des investisseurs à la recherche de ressources humaines de qualité, tout en maîtrisant les coûts. De son côté, la Jordanie peut capitaliser sur sa stabilité et sa position géographique stratégique, en se présentant comme une plateforme idéale pour les investisseurs souhaitant accéder aux marchés voisins, notamment ceux des États du Golfe et de l'Irak.

Par ailleurs, les pays peuvent accélérer l'attraction des investissements en offrant, pendant une période limitée, des avantages spécifiques tels que des exonérations fiscales au sein de zones économiques spéciales dédiées à des secteurs à forte valeur ajoutée et en pleine expansion mondiale. De plus, les petits États peuvent jouer un rôle complémentaire aux initiatives des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), créant ainsi des synergies stratégiques pour maximiser les opportunités régionales et attirer des capitaux étrangers.

La mise en œuvre de cette stratégie repose essentiellement sur la création d'un environnement propice aux affaires et l'établissement de partenariats solides avec des acteurs nationaux et internationaux, en particulier issus du secteur privé.

Les pays confrontés à une forte incertitude doivent répondre aux préoccupations des investisseurs concernant la stabilité du cadre réglementaire et l'efficacité des mécanismes d'application des lois, notamment en matière de droits de propriété. Le renforcement de la protection des investisseurs, accompagné de réformes judiciaires approfondies, est essentiel pour inspirer confiance et garantir que les investissements sont sécurisés et protégés à long terme.

De plus, les pays se classant faiblement dans certains indicateurs internationaux devraient placer la transparence des dépenses publiques et les initiatives de lutte contre la corruption au cœur de leurs priorités. Ces mesures sont essentielles pour attirer des investisseurs soucieux de la gouvernance et de la responsabilité. L'application stricte des lois en vigueur démontre un engagement concret en faveur de la bonne gouvernance, un élément clé pour garantir des investissements de qualité.

Par ailleurs, au-delà des réformes réglementaires et de l'amélioration de l'environnement des affaires, l'investissement dans les infrastructures, qu'elles soient physiques ou numériques, doit être envisagé comme un catalyseur d'attractivité économique. Le développement d'un partenariat solide et transparent avec le secteur privé dans ce domaine pourrait répondre efficacement à la demande croissante de services d'infrastructure, tout en attirant des entreprises intéressées par la région et en stimulant la création d'emplois. En outre, des infrastructures physiques renforcées, notamment dans les secteurs du transport et de la logistique, pourraient faciliter le commerce, réduire les coûts opérationnels et inciter les





investisseurs à se tourner vers des secteurs clés tels que l'industrie manufacturière.

Le système bancaire local est souvent mieux positionné pour appréhender les risques et saisir les opportunités spécifiques à son environnement. En travaillant main dans la main avec les gouvernements, les banques et institutions financières peuvent promouvoir la création de fonds d'investissement destinés aux investisseurs locaux. Ces fonds offriraient des opportunités de co-investissement avec des entités étrangères, tout en réduisant les risques et en mutualisant les ressources pour maximiser leur impact.

Par ailleurs, les partenariats public-privé (PPP) dans des secteurs clés tels que l'énergie, les mines, la santé et l'éducation représentent une opportunité de renforcer la stabilité des investissements et d'assurer leur alignement avec

les visions nationales de développement adoptées dans de nombreux pays.

Ces partenariats pourraient également inclure les communautés de la diaspora, qui jouent un rôle crucial dans le renforcement des liens économiques et sociaux. En parallèle, des efforts ciblés de rebranding pourraient contribuer à redéfinir les récits négatifs associés à certains pays souffrant d'une réputation ternie. Des campagnes de marketing stratégique mettant en lumière les points forts et les perspectives d'avenir de ces nations permettraient de modifier les perceptions internationales, en les éloignant de l'image d'instabilité et d'incertitude.

En tirant parti de leurs atouts uniques, en adoptant des réformes ambitieuses et en ciblant des secteurs stratégiques, ces pays peuvent transformer leur paysage d'investissement pour le rendre attractif, même dans des périodes marquées par l'incertitude et l'ambiguïté.

# T émoignages : entrepreneurs libanais, surmontant les obstacles et pionniers de l'innovation

**Maroun N. Chammas**  
**Président et Directeur Exécutif de Berytech**



*Dans cet article, M. Chammas explore la résilience exceptionnelle des entrepreneurs libanais face à une crise sans précédent, en mettant en lumière leur capacité d'innovation et d'adaptation. Il insiste sur le rôle crucial des écosystèmes de soutien, des initiatives comme Berytech et de la collaboration pour stimuler une croissance durable. Enfin, il propose une vision stratégique pour renforcer l'entrepreneuriat au Liban, en misant sur des solutions concrètes et la coopération régionale*

## Introduction

### **Entrepreneurs libanais, surmontant les obstacles et pionniers de l'innovation**

Le Liban est confronté aujourd'hui à l'une des crises les plus graves et complexes de son histoire. L'effondrement économique, l'instabilité politique et les tensions sociales ont créé des défis sans précédent pour les entreprises. Pourtant, au cœur de cette tourmente, les entrepreneurs libanais se distinguent par leur résilience, leur créativité et leur capacité d'adaptation. Ils incarnent l'innovation et l'espoir, prouvant qu'il est possible de transformer l'adversité en opportunité. Leur parcours inspirant offre des leçons précieuses sur la manière de surmonter les crises et de bâtir une croissance durable, même dans les contextes les plus difficiles.

### **Résilience face à l'adversité**

Les entrepreneurs libanais excellent depuis longtemps dans l'art de la résilience. Évoluant dans un environnement marqué par l'instabilité, ils ont su développer une capacité exceptionnelle à relever rapidement les défis. Cependant, la crise actuelle a mis leur résilience à l'épreuve, les obligeant à repenser leurs modèles économiques, à innover dans des conditions restrictives et à se réorienter pour répondre aux besoins d'un marché en mutation constante.

Chez Berytech, nous observons de près ces efforts admirables dans les circonstances actuelles. Bon nombre des startups et PME avec lesquelles nous collaborons ont dû adapter leur stratégie, qu'il s'agisse de relocaliser leurs activités, de redéfinir leurs priorités ou de cibler de nouveaux marchés.

Ces ajustements témoignent de la détermination et de la créativité sans faille des entrepreneurs libanais face à l'adversité.

Un exemple marquant est la récente participation de plus de 20 PME libanaises, parmi lesquelles figurent d'anciens lauréats de Berytech, au Sommet des PME arabes à Doha, organisé par l'ESCWA. Cette présence illustre leur résilience face à un environnement complexe ainsi que leur volonté inébranlable d'être visibles, de tisser des liens et de se développer.

À cela s'ajoute une excellente nouvelle : l'une de nos startups, YY ReGen, a remporté le prestigieux Green Excellence Award.

Nous constatons également une émergence notable de petits fabricants et de plateformes de commerce électronique, qui s'adressent à la fois aux marchés locaux et à la diaspora. Les entrepreneurs évoluant dans des secteurs tels que l'agritech, la fintech et les industries créatives exploitent ces outils pour rester compétitifs, malgré des ressources limitées et un accès restreint aux financements. Parmi les exemples inspirants, on peut citer Wormix, une startup spécialisée dans la production d'aliments sains et riches en protéines pour la volaille grâce à une méthode innovante d'élevage de vers de farine. D'un tout autre registre, Book Ink propose une plateforme SaaS tout-en-un conçue pour numériser, automatiser et simplifier chaque étape des opérations quotidiennes et du processus de réservation des tatoueurs.

### **Le rôle de l'innovation**

L'innovation constitue le pilier fondamental de la résilience et de la survie entrepreneuriale au Liban. Qu'il s'agisse d'imaginer de nouvelles idées, de développer des produits ou services innovants, de réinventer les modèles économiques ou d'explorer d'autres approches novatrices, elle reste au cœur de notre stratégie. À ce jour, nous avons soutenu plus de 1100 startups à travers plus de 40 programmes.



En adoptant une perspective plus large, ou un niveau méso reliant les organisations de soutien et différentes institutions telles que les universités, l'innovation demeure un pilier fondamental. Le programme Lebanon Innovate de Berytech, financé par l'Union européenne, illustre parfaitement cette synergie.

Il vise à combler le fossé entre les besoins de l'industrie et la recherche académique, tout en favorisant l'innovation et la commercialisation des résultats de cette recherche.

Par ailleurs, il vise à développer des clusters ou des regroupements autour d'intérêts communs dans des secteurs clés tels que l'agroalimentaire, la santé et les technologies de l'information et de la communication (TIC).

### **Encourager la communauté et la collaboration**

L'entrepreneuriat au Liban s'inscrit désormais dans une dynamique collaborative, reconnaissant l'importance des efforts collectifs pour relever les défis systémiques.



Des réseaux d'entrepreneurs, d'organisations de soutien et de membres de la diaspora jouent un rôle essentiel en apportant mentorat, financement et accès aux marchés.

Nous sommes également conscients de la nécessité de former des groupes de personnes partageant des visions similaires, collaborant pour échanger des connaissances, tisser des réseaux et se soutenir mutuellement dès que possible. Cette approche, basée sur le regroupement ou clustering, a fait ses preuves, comme en témoigne notre cluster emblématique dans l'agroalimentaire, QOOT.

Ce cluster rassemble plus de 100 entreprises qui unissent leurs forces pour améliorer l'industrie agroalimentaire. Ouvert aux organisations innovantes du secteur agroalimentaire, il accueille des multinationales implantées au Liban, de grandes entreprises du secteur, des PME et des startups.

### **Tracer la voie de l'avenir**

Malgré des défis considérables et un avenir incertain, le paysage entrepreneurial au Liban offre une véritable feuille de route pour la résilience et la reprise.

D'un côté, les décideurs politiques, les institutions financières et les organisations de soutien doivent impérativement travailler à créer

un environnement propice à l'épanouissement des entrepreneurs.

Cela passe par la résolution de problèmes structurels tels que l'accès au financement, la simplification des démarches administratives et la mise en œuvre de réformes juridiques.

De l'autre, les entrepreneurs doivent apprendre à percevoir les opportunités dissimulées derrière les obstacles. Cultiver une mentalité agile et axée sur la croissance est crucial pour relever ces défis, tout en proposant des solutions efficaces susceptibles d'avoir un impact durable.

La coopération régionale et internationale représente un levier majeur, permettant d'explorer de nouveaux marchés, de partager des connaissances et d'accéder à des financements. Ces collaborations ne se limiteront pas à bénéficier uniquement au Liban, mais contribueront également à renforcer l'intégration économique au niveau régional.

Le parcours entrepreneurial du Liban est une preuve que, même dans les périodes les plus difficiles, il existe un potentiel de renouveau, de croissance et d'innovation. En capitalisant sur la force collective de son écosystème entrepreneurial, le Liban peut façonner un avenir défini non par ses défis, mais par la résilience et la créativité de son peuple.

# F

## orum Saoudo-Français : Une Nouvelle Ère de Partenariats Stratégiques et Opportunités Économiques



Riyad a accueilli la conclusion du Forum d'Investissement Franco-Saoudien, marquant une étape majeure dans le renforcement du partenariat économique entre la France et l'Arabie Saoudite. Cet événement a jeté les bases d'une coopération approfondie entre les deux pays dans un monde en pleine transformation.

Le Président français Emmanuel Macron a inauguré le forum par un discours inspirant, soulignant l'importance de ces relations bilatérales stratégiques. L'événement, organisé par Invest Saudi, a réuni un large éventail de ministres, dirigeants d'entreprise et décideurs politiques des deux nations.

### **Des Accords Stratégiques pour un Partenariat Durable**

Le point culminant du forum a été la signature de nombreux accords et mémorandums d'entente entre des acteurs des secteurs public et privé, couvrant des domaines variés: Énergie et industrie, Environnement et transports, Services financiers et logistique, Technologies de l'information, défense et espace, Assurance et électronique.

### **Le Ministre de l'Investissement saoudien, Khalid Al-Falih, a déclaré:**

“Nous vivons aujourd'hui une nouvelle ère de partenariat.



Nos intérêts alignés, nos capacités complémentaires et notre vision partagée propulsent le partenariat franco-saoudien à un nouveau niveau stratégique”.

### **Un Forum Dédié à l’Innovation et à l’Engagement Global**

Le Forum a été l’occasion d’engager des discussions de haut niveau sur des sujets cruciaux pour l’avenir des deux pays. Des tables rondes ont exploré des thèmes tels que: Le transfert de connaissances et l’innovation technologique, L’énergie verte et la transition écologique, Les échanges culturels et l’organisation d’événements mondiaux, Les tendances d’urbanisation et le tourisme international.

### **Une Participation de Haut Niveau.**

Parmi les personnalités notables ayant participé à l’événement figuraient: Le Prince Abdulaziz bin

Salman bin Abdulaziz, Ministre de l’Énergie, Le Prince Faisal Bin Abdulaziz Bin Ayyaf, Maire de la région de Riyad, Ahmed Al Khateeb, Ministre du Tourisme et Président du Conseil Exécutif de l’Organisation Mondiale du Tourisme, Rachida Dati, Ministre française de la Culture, Marc Ferracci, Ministre délégué à l’Industrie, Laurent Germain, Co-Président du Conseil des Affaires France-Arabie Saoudite.

### **Un Pas Décisif vers l’Avenir**

Le Forum d’Investissement Franco-Saoudien incarne la vision commune de deux nations qui, en combinant leurs forces, aspirent à établir des relations économiques encore plus solides et durables. À travers les partenariats stratégiques, les discussions visionnaires et les engagements mutuels, cet événement marque un nouveau chapitre dans la coopération franco-saoudienne, ouvrant des perspectives prometteuses pour les années à venir.

# **L**a Ligue des États Arabes Lance le Marché Arabe Commun de l'Électricité : Un Pas Historique vers l'Intégration Énergétique



La Ligue des États arabes a officiellement lancé le Marché arabe commun de l'électricité, marquant une étape historique dans la coopération énergétique régionale. Cet événement reflète la profondeur et l'ambition de la collaboration interarabe dans un domaine stratégique. L'annonce a été faite lors de la 15e session du Conseil ministériel arabe de l'électricité, qui s'est tenue hier, lundi, au Caire.

Selon l'agence de presse du Moyen-Orient (MENA), l'ambassadeur Dr. Ali bin Ibrahim Al-Maliki, secrétaire général adjoint chargé du secteur des affaires économiques de la Ligue arabe, a qualifié ce lancement de progrès significatif dans l'effort collectif des nations arabes.

Il a souligné que ce marché permettra de renforcer la stabilité des approvisionnements en électricité, de réduire les coûts, de stimuler les investissements dans les énergies renouvelables,

et de positionner les pays arabes en tant qu'acteurs mondiaux majeurs dans l'exportation d'énergie propre.

Dr. Al-Maliki a également indiqué que la signature de l'accord ouvre une nouvelle ère de coopération économique entre les États arabes, le marché devenant une plateforme centrale pour la réalisation des objectifs de développement durable et l'approfondissement de l'intégration économique régionale.

La Ligue des États arabes a précisé que le Marché arabe commun de l'électricité représente une initiative stratégique vers une intégration énergétique accrue. Parmi les pays signataires de l'accord figurent les Émirats arabes unis, le Koweït, la Palestine, la Syrie, l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Libye, le Soudan, le Yémen et le Maroc, témoignant de l'engagement collectif des nations participantes à cette vision commune.

## La Tunisie et le Défi de la Dette : Une Gestion Stratégique en Vue de 2025



Au cours du premier trimestre 2025, la Tunisie devra rembourser environ 9 milliards de dinars de service de la dette, dont 3,3 milliards de dinars devront être versés en une seule journée en janvier 2025, au titre d'un emprunt obligataire contracté en 2015, a indiqué la ministre des Finances, Sihem Boughdiri Nemsia.

Intervenant, lundi, lors d'une séance plénière tenue, au palais du Bardo et consacrée à l'examen d'un article relatif à l'emprunt de l'État auprès de la Banque centrale de Tunisie (BCT) d'un montant de 7 milliards de dinars en 2025, tout en affirmant que cet emprunt n'affectera pas les réserves en devises.

Et d'expliquer que le montant sollicité auprès de la BCT, tel qu'il est proposé dans le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2025, reste inférieur au service de la dette à rembourser, au cours du premier trimestre qui s'élève à 9 milliards de dinars, dont environ 5,1 milliards de dinars sont

destinés au remboursement de la dette extérieure. Nemsia a fait savoir, à cette occasion, que la Tunisie devra rembourser, en janvier 2025, près de 4,2 milliards de dinars au titre du service de la dette.

De plus, le Gouvernement devra mobiliser des ressources pour couvrir les dépenses relatives aux subventions (1,8 milliard de dinars) et aux investissements (environ 1,5 milliard de dinars), ainsi que les ressources pour les salaires et les transferts.

La ministre des finances a souligné que le PLF 2025 prévoit un emprunt de près de 28 milliards de dinars, dont 21 milliards de dinars sous forme de dettes intérieures précisant que le prêt de 7 milliards de dinars auprès de la BCT s'inscrit dans ce cadre.

A noter que le Parlement a adopté la proposition gouvernementale de recourir au financement de la BCT.

**Source TAP**



# Action Climatique par la Finance :

## Le Rôle Pionnier de la Banque Islamique de Développement dans la Lutte Contre la Désertification et les Défis Climatiques

# ISDB



البنك الإسلامي للتنمية  
Islamic Development Bank

### Introduction

Alors que l'Arabie Saoudite accueille le Sommet COP16 à Riyad, centré sur des enjeux mondiaux urgents tels que la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, la Banque Islamique de Développement (BID), sous la direction du Dr Muhammad Al Jasser, réaffirme son engagement stratégique en faveur d'un financement durable. Alignée sur la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNULCD), la BID se positionne comme un acteur clé dans la réponse aux défis environnementaux actuels.

### Contributions Financières de la BID

En 2024, la BID a franchi un nouveau palier en matière de financement climatique, avec des engagements totalisant 2,3 milliards USD à septembre, dépassant les réalisations de l'année

précédente. Entre 2018 et 2024, plus de 4 milliards USD ont été alloués à des projets répondant aux objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres. Ces financements ont couvert des secteurs critiques tels que l'agriculture, les ressources en eau, l'assainissement et les énergies renouvelables, consolidant le rôle de la BID en tant que catalyseur de solutions durables.

### Objectifs Stratégiques pour le Climat

La stratégie climatique de la BID s'inscrit dans le cadre de l'Accord de Paris, avec un objectif ambitieux de consacrer au moins 35 % de ses financements à des initiatives liées au climat d'ici 2025. Cet objectif, atteint avec deux ans d'avance, témoigne de l'efficacité des actions entreprises. Parmi les réalisations marquantes figurent des investissements majeurs dans les énergies

renouvelables au Maroc et au Tadjikistan, la mise en place d'un système de gestion de l'eau résilient au climat en Azerbaïdjan, et un programme novateur de 1,15 milliard USD au Kazakhstan, dédié à l'agriculture et à la gestion durable des ressources hydriques.

### Engagements Futurs

Regardant au-delà de 2025, la BID élabore une nouvelle feuille de route climatique pour la période 2026–2030. Ce plan repose sur des fondations solides, mettant en avant des infrastructures écologiques, résilientes et inclusives, ainsi que le développement du capital humain. La banque s'engage à répondre à la demande croissante de ses pays membres pour des projets dans les énergies propres, les systèmes agricoles résilients

et les infrastructures sanitaires adaptées aux défis climatiques.

### Impact Global

En 2024, les initiatives climatiques de la BID ont bénéficié directement à 35 pays membres, renforçant leur résilience face aux défis environnementaux. Ces interventions, couvrant des projets allant des énergies renouvelables à l'agriculture durable, illustrent l'intégration systématique des évaluations de risques climatiques dans les opérations de la banque.

Cette approche garantit une efficacité optimale des projets tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en améliorant les capacités d'adaptation des communautés.



# « Vers une Révolution Bancaire : La Banque Centrale du Qatar Définit un Cadre pour les Banques Digitales »



Dans une avancée majeure vers l'avenir de la finance, la Banque Centrale du Qatar a introduit un cadre réglementaire spécifique aux banques digitales. Cette initiative ambitieuse, alignée avec la troisième stratégie nationale du secteur financier et la stratégie pour la technologie financière, marque un tournant dans l'organisation et le développement des services financiers numériques au Qatar.

## Une Vision Pionnière pour le Secteur Bancaire

Le cadre réglementaire des banques digitales témoigne de l'engagement continu de la Banque Centrale à moderniser le secteur financier tout en soutenant la transformation numérique du pays. Ce dispositif vise à encourager les innovations technologiques et les initiatives numériques dans le secteur bancaire, contribuant ainsi à la

transition du Qatar vers une économie digitale durable et inclusive.

Selon la Banque Centrale, cette initiative ne se limite pas à la réglementation ; elle est une partie intégrante des efforts visant à créer un écosystème bancaire innovant qui répond aux exigences de l'ère numérique.

## Un Catalyseur pour l'Inclusion Financière

Les banques digitales jouent un rôle crucial dans l'amélioration de l'accès aux services financiers. Elles offrent une expérience bancaire simplifiée, adaptée aux besoins des particuliers comme des entreprises. Grâce à des plateformes en ligne et des applications mobiles opérationnelles 24/7, ces institutions permettent aux utilisateurs de gérer leurs finances en toute autonomie, à tout moment et depuis n'importe où.



Ce modèle favorise une inclusion financière plus large, en particulier dans les régions mal desservies, et propose des solutions adaptées aux nouvelles générations de clients, habitués à une connectivité constante et à des services instantanés.

### **Technologie, Rapidité et Sécurité : Une Nouvelle Norme**

Les banques digitales se distinguent par leur utilisation de technologies avancées pour offrir des opérations financières rapides, sécurisées et transparentes. Ce progrès se traduit par une réduction significative des coûts opérationnels, permettant ainsi de proposer des services à moindre coût, tout en augmentant leur efficacité. Le cadre réglementaire introduit par la Banque Centrale vient soutenir ces avantages, consolidant un environnement où l'innovation et la durabilité financière peuvent prospérer.

### **Un Soutien Stratégique à l'Innovation**

Dans le cadre de son engagement à créer un

environnement propice à la croissance des technologies financières, la Banque Centrale du Qatar met à disposition des infrastructures et des dispositifs législatifs adaptés. Cette démarche vise à soutenir les entreprises du secteur technologique et à encourager des solutions disruptives pour transformer le paysage financier du pays. L'objectif final est de renforcer l'efficacité opérationnelle et de stimuler l'innovation, conformément à la Vision Nationale 2030 du Qatar.

### **Un Appel à l'Action et à la Collaboration**

Pour les parties prenantes, entreprises et citoyens, le cadre réglementaire des banques digitales est accessible via le site officiel de la Banque Centrale. Il reflète un engagement national à construire un avenir financier inclusif, où l'innovation et la durabilité occupent une place centrale.

En adoptant une approche proactive, le Qatar se positionne comme un leader régional dans le domaine des services financiers numériques, ouvrant la voie à une nouvelle ère pour le secteur bancaire.

# BANQUE MISR WILL REMAIN EGYPT'S LUCKY CHARM

THE SACRED SCARAB FORMS A PART OF OUR LOGO AS A POTENT AMULET THAT SYMBOLIZED PROTECTION AND RESURRECTION TO THE ANCIENT EGYPTIANS



- Banque Misr is a pioneer in projects, structured finance and acquisitions for numerous large-scale transactions
- The bank has funded key projects over the past 100 years and contributed to the establishment of 157 companies in various sectors through offering a wide range of banking activities, with a specific focus on arranging highly structured, debt-based financing transactions
- The bank offers a versatile range of products and services catering to a wide client base
- Banque Misr was named the 'Best Provider of Money Market Funds in Africa and the Middle East' for the years 2009 and 2010 and the 'Best Provider of Money Market Funds in the Middle East' for the years 2008, 2012, 2013, 2014 and 2015. The bank was also named the 'Best Provider of Money Market Funds and Short-Term Investments in the Middle East' in 2015, 2016, 2017, 2018, 2020, 2021, 2022 and in Africa and the Middle East in 2019
- The bank offers a full range of Sharia-compliant products and services through 44 Islamic branches
- The bank has a strong regional and international presence, with branches in the UAE, Lebanon, Germany and France, as well as representative offices in China, Russia, South Korea and Italy
- The bank has one of the largest banking networks in Egypt and the Middle East, With more than 800 branches
- Banque Misr became a member of the UN Global Compact for the years 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 and 2021 and is the first state-owned bank to issue an annual sustainability report in accordance with the internationally-recognized Global Reporting Initiative (GRI) for the seventh year, in addition to joining the United Nations Environment Programme Finance Initiative (UNEP FI) "Principles for Responsible Banking"



# 25<sup>e</sup> Conférence Bancaire Arabe de l'Union des Banques Arabes à Doha :

## Unir les Forces pour le Financement Durable dans le Monde Arabe

*La 25e Conférence Bancaire Arabe de Doha 2024, placée sous le haut patronage de Cheikh Bandar Ben Mohammed Ben Saoud Al Thani, a réuni les leaders du secteur bancaire autour d'un objectif commun: renforcer le rôle des banques dans le financement du développement durable. Cette rencontre stratégique a ouvert des perspectives de coopération régionale pour relever les défis climatiques et économiques de manière résiliente et durable.*

La 25e Conférence Bancaire Arabe, organisée par l'Union des Banques Arabes et tenue à Doha en 2024 sous le haut patronage de Son Excellence Cheikh Bandar Ben Mohammed Ben Saoud Al Thani, Gouverneur de la Banque Centrale du Qatar, a réuni des experts et leaders financiers de la région arabe autour d'une ambition commune : renforcer le rôle des banques dans le financement du développement durable et la résilience climatique. Cet événement d'envergure a offert une plateforme unique pour examiner les défis et explorer les opportunités en matière de durabilité, dans une région marquée par des transformations

économiques et environnementales majeures. Le thème principal, « Les Exigences du Développement Durable et le Rôle des Banques », a orienté les discussions vers les stratégies nécessaires pour que le secteur bancaire arabe devienne un moteur de croissance durable. Les participants ont examiné l'importance de redéfinir les priorités d'investissement en faveur de projets écologiques et socialement responsables, soulignant l'engagement de la région à répondre aux Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. Cette conférence a posé les fondations d'une



coopération régionale accrue en matière de durabilité, renforçant la position des banques arabes dans la transition vers une économie verte et résiliente. Elle a rassemblé un large éventail d'experts financiers pour approfondir le rôle essentiel des banques dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). Cette rencontre a servi de plateforme d'échanges constructifs sur les défis et opportunités liés au financement durable dans la région arabe, offrant ainsi un espace pour développer des stratégies innovantes et inclusives en faveur du développement durable.

### **Intervention de Cheikh Bandar Ben Mohammed Ben Saoud Al Thani :**

Dans son discours d'ouverture, Cheikh Bandar a souligné la nécessité urgente de faire face aux risques climatiques et environnementaux auxquels la région est confrontée, en intégrant la durabilité dans les stratégies financières.



Il a appelé les banques arabes à adopter une approche proactive pour gérer les risques liés aux changements climatiques et à investir dans des solutions de financement durable. Il a également plaidé pour une « action collective » pour atteindre les objectifs de développement durable, en insistant sur l'importance de la coopération régionale pour un avenir résilient et prospère. Cheikh Bandar a mis en avant les progrès réalisés dans divers secteurs grâce aux avancées technologiques et industrielles, tout en rappelant les défis environnementaux persistants qui risquent de freiner l'économie mondiale.

### **Intervention de Mohamed Al-Ettribi :**

Le président de l'Union des Banques Arabes, Mohamed Al-Ettribi, a mis en lumière le rôle essentiel que les banques peuvent jouer dans la création d'une économie durable dans le monde arabe. Il a salué la conférence comme une étape cruciale pour établir une base solide pour le développement durable dans les pays arabes, en soulignant que ces derniers pourraient bénéficier collectivement en surmontant les défis



du financement durable. Al-Ettribi a insisté sur l'importance de renforcer la coopération à l'échelle mondiale et régionale, et a encouragé les institutions financières arabes à exploiter pleinement la technologie et le savoir pour créer des partenariats durables. Il a également mis en avant le rôle du secteur privé, dont l'implication accrue dans le financement durable pourrait être décisive pour atteindre les ODD d'ici 2030(DOHA CONFERENCE).

### Intervention de Dr. Fahd Ben Mohammed Al-Turki :



Dr. Fahd Ben Mohammed Al-Turki, Directeur Général du Fonds Monétaire Arabe, a apporté une perspective régionale en détaillant les caractéristiques du secteur bancaire qatari, qu'il a qualifié de pilier de stabilité dans la région. Il a noté que le secteur bancaire du Qatar est l'un des plus résilients, avec un ratio de fonds propres de 19,2 %, ce qui le place en bonne position pour faire face aux chocs économiques. Dr. Al-Turki a souligné que le secteur bancaire qatari détient près de 12 % des actifs bancaires de la région arabe, et que les créances douteuses y sont remarquablement faibles, se situant bien en deçà de la moyenne régionale. Il a encouragé les autres pays de la région à suivre cet exemple pour renforcer la résilience de leurs propres systèmes

financiers et soutenir ainsi des initiatives de développement durable.

### Intervention de Dr Rola Dashti



La Secrétaire Exécutive de la CESAO, Dr Rola Dashti, a souligné avec force l'importance cruciale des investissements durables pour stimuler la croissance économique et assurer la stabilité financière dans la région.

Elle a exhorté les banques arabes à « accélérer l'adoption d'instruments financiers innovants, tels que les obligations vertes, » afin de renforcer leur contribution aux objectifs de développement durable. Dr Dashti a également mis en évidence un chiffre marquant : alors que la valeur du marché mondial des obligations ESG (Environnement, Social et Gouvernance) atteint 700 1 milliards de dollars, la région arabe n'y participe qu'à hauteur de 5,5 milliards de dollars, soulignant ainsi un potentiel considérable encore inexploité.

### Discours de Dr Wissam Fattouh

Pour sa part, Dr Wissam Fattouh, Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes, a pris la parole lors de la cérémonie de distinction dédiée à Cheikh Bandar Ben Mohammed Ben Saoud Al Thani, Gouverneur de la Banque Centrale du Qatar et parrain de la conférence. Dr Fattouh a rendu hommage aux qualités professionnelles





exceptionnelles du Gouverneur, mettant en avant son soutien indéfectible envers l'Union et son engagement continu en faveur du développement durable.

Appel à une Action Collective pour le Financement des ODD : La conférence a mis en avant plusieurs initiatives visant à accélérer le financement des ODD. Les interventions

des dirigeants ont convergé vers un appel à une action collective, exhortant les banques et institutions financières de la région à intensifier leurs efforts pour mobiliser des ressources en faveur du développement durable. Ce besoin de collaboration accrue entre les secteurs public et privé a été souligné comme étant essentiel pour maximiser l'impact des investissements verts, encourager les financements climatiques, et promouvoir une économie résiliente et inclusive.

La conférence a également servi de catalyseur pour sensibiliser aux mécanismes de financement innovants, tels que les obligations vertes et les financements mixtes, nécessaires pour renforcer les initiatives de durabilité dans la région.

En somme, la Conférence Bancaire Arabe de Doha a consolidé l'engagement des institutions financières arabes à jouer un rôle pionnier dans le soutien des ODD, en posant les bases d'une économie régionale plus responsable et durable.



# Concours InspireHer : Une Initiative Pionnière pour l'Autonomisation des Femmes Entrepreneurs

Un Engagement en Faveur des Femmes Entrepreneures



*Le concours «InspireHer», lancé par l'Union des Banques Arabes et l'Union pour la Méditerranée, promeut l'inclusion financière et l'entrepreneuriat féminin dans huit pays arabes. Cette initiative soutient les femmes à travers des ressources et opportunités pour surmonter leurs défis économiques et professionnels. Elle vise à renforcer l'innovation, l'accès aux services financiers et la résilience économique régionale.*

## Contexte et Objectifs

Malgré un potentiel entrepreneurial immense, les femmes de la région arabe rencontrent encore des obstacles pour accéder aux services financiers et réaliser leurs ambitions professionnelles. Avec le concours «InspireHer», la Revue UBA vise à :

- **Sensibiliser** l'opinion sur l'importance de l'inclusion financière pour les femmes ;
- **Identifier et analyser les obstacles** freinant l'accès aux financements pour les entrepreneures ;
- **Mettre en lumière des exemples de réussite** qui montrent comment certaines femmes ont dépassé ces défis ;
- **Promouvoir des solutions innovantes** en faveur d'un meilleur accès aux financements ;
- **Créer un réseau solide** de partage d'expériences et de ressources.

## Alignement avec les Objectifs de Développement Durable

«InspireHer» soutient activement les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU, notamment l'ODD 5, qui encourage l'égalité des sexes, et l'ODD 8, axé sur une croissance économique inclusive et durable. Ce concours contribue à une région arabe plus équitable en favorisant l'autonomisation économique des femmes.

### Structure et Organisation du Concours

Lancé en Décembre 2024, le concours débutera officiellement avec un appel à candidatures en Février 2025. Les participantes, provenant des pays ciblés, peuvent présenter des projets innovants et viables pour l'autonomisation économique des femmes. Les projets seront évalués selon des critères d'innovation, d'impact, de faisabilité et de potentiel d'expansion dans d'autres régions arabes.

### Prix et Soutien

Les lauréates du concours bénéficieront non seulement de subventions financières mais aussi de mentorat assuré par des entrepreneurs expérimentés et des experts de l'industrie, renforçant ainsi leurs compétences pour développer et pérenniser leurs initiatives. La remise des prix se fera en Italie, en juillet 2025,



lors du Forum des Femmes d'Affaires de l'UpM.

### Conclusion

«InspireHer» incarne bien plus qu'un concours : c'est une vision, un appel à l'action, et une promesse d'avenir pour les femmes entrepreneures arabes. En leur ouvrant de nouvelles perspectives et en leur donnant les moyens de réussir, cette initiative aspire à bâtir une région où le potentiel féminin contribue activement à la prospérité économique et sociale. Ensemble, donnons aux femmes les clés d'un avenir où chaque rêve entrepreneurial peut devenir réalité.



# Calendrier des événements de l'Union des Banques Arabes (UBA) 2025



*Dans le cadre de son engagement continu à soutenir le développement du secteur bancaire arabe, l'Union des Banques Arabes (UBA) est fière de présenter son calendrier d'événements pour l'année 2025. Ce programme riche et varié inclut des forums, conférences et sommets stratégiquement conçus pour aborder les enjeux cruciaux et les opportunités émergentes du secteur financier. Des thèmes tels que la gouvernance environnementale, sociale et d'entreprise (ESG), la finance islamique, la lutte contre le blanchiment d'argent, les innovations numériques, et la revitalisation économique sont au cœur des discussions prévues.*

*Ces événements, organisés dans des lieux emblématiques à travers la région arabe et au-delà, réuniront des experts de premier plan, des décideurs politiques, des praticiens financiers, et des universitaires pour échanger, collaborer et tracer une voie vers un secteur bancaire plus résilient et durable.*

*Que vous soyez professionnel du secteur bancaire, investisseur ou partenaire institutionnel, ce programme constitue une opportunité unique de se connecter à l'avant-garde des tendances financières et des meilleures pratiques globales.*

*Rejoignez-nous dans ces initiatives, et contribuez à façonner l'avenir de la finance arabe.*

## **1. Forum sur le leadership en matière d'ESG, 1ère édition :**

*«Risques climatiques et stabilité financière : Intégrer la gouvernance environnementale et sociale dans les cadres de gestion des risques» - Amman, Jordanie 25 - 26 - 27 janvier*

## **2. Conférence : Le rôle des banques dans le soutien au développement du tourisme arabe**

*En partenariat avec l'Organisation Arabe du Tourisme et le Ministère Égyptien du Tourisme - Sharm El Sheikh, Égypte - 25 - 26 février*



اتحاد المصارف العربية  
Union of Arab Banks

**3. Forum international de Mascate sur la gestion des risques dans les banques et institutions financières, 3e édition - Mascate, Oman, Pendant le mois d'avril**

**4. Conférence Bancaire Arabe pour 2025, accompagnée de la réunion de l'Assemblée générale de l'UBA - Le Caire, Égypte, 22 - 23 avril**

**5. Forum sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme - 2e édition - Bagdad, Irak , Dates : 6 - 7 mai**

**6. Forum : La finance islamique - Croissance, innovation et transformation numérique - Manama, Bahreïn, Mois de mai**

**7. Forum sur la cybersécurité dans les banques - Amman, Jordanie, 12 - 13 juin**

**8. Sommet Bancaire Arabe International 2025 - Paris, France, Pendant le mois de juin**

**9. Forum annuel pour les responsables de la conformité dans les banques arabes Hurgada, Égypte, 17 - 18 - 19 juillet**

**10. Forum : « Paiements électroniques : Orientation stratégique pour le développement économique et social » - Tripoli, Libye, 6 - 7 août**

**11. Forum sur la revitalisation économique** - Beyrouth, Liban, 22 - 23 août

**12. Forum sur l'intelligence artificielle dans les services financiers : opportunités, risques et considérations éthiques**

*En coopération avec l'Académie Arabe des Sciences, des Technologies et du Transport Maritime* - New Alamein, Égypte, 5 - 6 septembre

**13. Forum : Changement climatique et investissements ESG : Le rôle des banques arabes dans la finance durable** - Doha, Qatar, 10 - 11 octobre

**14. Forum sur le financement de l'innovation et des PME : Promouvoir la diversité économique en Afrique du Nord** - Tunis, Tunisie, 24 - 25 octobre

**15. Conférence bancaire arabe annuelle 2025** - Beyrouth, Liban, 19 - 20 novembre

**15. Conférence bancaire arabe annuelle 2025** - Beyrouth, Liban, 19 - 20 novembre

**16. Forum pour les directeurs des risques (CRO) dans les banques arabes**  
Sharm El Sheikh, Égypte, Pendant le mois de décembre

*N.B. : L'UAB se réserve le droit de modifier le programme si nécessaire.*



# **V**ers une Relance Durable: **Synthèse et Message d'Espoir pour l'Année à Venir**

Alors que nous approchons de la fin de l'année, les défis auxquels le monde arabe fait face ne cessent de nous rappeler l'importance d'une résilience collective. Les crises économiques, les tensions sociales, et les bouleversements géopolitiques ont ébranlé nos sociétés. Pourtant, de ces défis naissent des opportunités pour construire un avenir plus durable et inclusif.

## **Bilan de l'année écoulée : entre épreuves et opportunités**

L'année qui s'achève a été marquée par des efforts remarquables des institutions financières arabes pour soutenir les économies locales. Les initiatives en matière de finance durable et de transformation numérique ont gagné en ampleur, permettant à nos économies de s'adapter aux défis environnementaux et technologiques. De nombreux pays arabes ont renforcé leurs investissements dans les énergies renouvelables, l'inclusion financière et l'éducation, jetant ainsi les bases d'une relance économique axée sur la durabilité.

Cependant, des disparités persistent. Des régions demeurent marginalisées et des segments de la population, notamment les jeunes et les femmes, continuent d'être exclus des opportunités économiques. Ces inégalités sont un rappel pressant que les efforts pour un développement inclusif doivent être accélérés.

## **Une vision d'espoir pour 2025**

L'année à venir offre une chance unique de transformer ces défis en leviers de progrès. Les banques arabes, en tant que catalyseurs de développement, ont un rôle clé à jouer. À travers une collaboration accrue avec les secteurs public et privé, et en s'alignant sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, elles peuvent devenir des moteurs de croissance économique, d'innovation et de cohésion sociale.

Les avancées dans l'intelligence artificielle et les technologies numériques, par exemple, ouvrent de nouvelles voies pour répondre aux besoins des populations. Ces outils peuvent non seulement améliorer l'accès aux services financiers, mais également renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises (PME), souvent décrites comme le pilier des économies arabes.

## **Le chemin vers une relance durable**

Pour qu'une relance durable devienne une réalité, trois axes stratégiques doivent être adoptés :

1. Investir dans le capital humain : Les jeunes représentent une opportunité démographique sans précédent. L'éducation, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat doivent être au centre des priorités régionales.
2. Promouvoir des politiques inclusives : L'inclusion financière et sociale doit devenir une norme, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.
3. Accélérer la transition verte : Les efforts en matière de finance verte et d'énergies renouvelables doivent être intensifiés pour garantir une croissance durable à long terme.

### Un message d'espoir

Ensemble, en tant que région, nous avons le potentiel de surmonter les épreuves et de bâtir une économie plus résiliente, équitable et respectueuse de l'environnement. Les défis sont immenses, mais les solutions sont à notre portée si nous agissons avec détermination, solidarité et une vision partagée.

Alors que nous tournons une page pour entrer dans une nouvelle année, rappelons-nous que la relance durable n'est pas un objectif lointain, mais une trajectoire que nous devons emprunter dès aujourd'hui. C'est avec cet esprit d'espoir que nous abordons l'année à venir, convaincus que la résilience collective et l'innovation transformeront notre région. C'est avec cet esprit d'optimisme et de confiance que nous souhaitons à nos lecteurs, partenaires et à toute la région arabe une bonne et heureuse année 2025, marquée par la prospérité, la solidarité et l'innovation.

Revue UAB se tient à vos côtés pour inspirer et promouvoir les efforts vers un avenir meilleur. Ensemble, faisons de 2025 une année de transformation et d'espoir.





# Financial expertise on a larger scale

Ranked as one of the world's  
best banks

- Forbes



WORLD'S  
BEST BANKS

Forbes  
2023

POWERED BY EXCELLENCE

# البنك العربي... بنك العام في الشرق الأوسط 2023

من مجلة ذا بانكر - لندن (The Banker)  
(المملوكة لمجموعة فاينانشال تايمز المحدودة)



arabbank.com



البنك العربي  
ARAB BANK



النجاح مسيرة